

KANGURA

IJWI RIGAMIJE GUKANGURA NO
KURENGERA RUBANDA
NYAMWINSHI.

100 FRW

KA02 2102

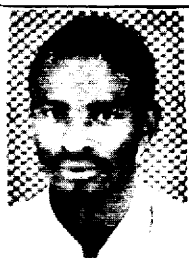


Il n'est un secret pour personne
que les Inyenzi des années 1960
étaient des Tutsi et que les
Inyenzi-Inkotanyi d'aujourd'hui
sont des Tutsi.



- Les Ministres Hutu ne trahissent-ils pas leurs frères Hutu,
- UN MALAISE ETHNIQUE A L'UNIVERSITE DU BURUNDI
- U.B.)
- GOMA : UN GRAND CENTRE D'HOSPITALISATION DES
BLESSES DU F.P.R.
- NSANZIMANA Sylvestre OU L'INCARNATION DE
L'INCOMPETENCE
- LA BELGIQUE, CE FIEF DES INKOTANYI-TUTSI
- RWANDA-BURUNDI : UNE MARCHE PARFOIS FORCEE.
- MUGENZI Justin, MEMBRE ACTIF DU F.P.R.

DISCOURS PRONONCE A L'OCCASION DE L'AGREMENT DU PARTI C.D.R.



NYABYENDA Issa, Journaliste

Excellences, Honorables invités,

Chers membres du C.D.R.

Il m'est particulièrement agréable de pouvoir m'adresser à cette auguste assemblée en ce jour mémorable où nous célébrons la reconnaissance officielle du Parti qui a pour noble tâche de défendre les intérêts de la majorité populaire.

Le Parti dont nous célébrons la reconnaissance aujourd'hui et que nous avons décidé d'appeler «Coalition pour la Défense de la République», C.D.R. en sigle, et en Kinyarwanda «Impuzamugambi Ziharanira Repubulika», est né d'un constat : dans le paysage politique actuel, aucun parti, aucune institution, aucune personne n'a pu défendre publiquement et avec constance les intérêts de la majorité. Pratiquement personne n'a daigné reconnaître publiquement que la démocratie repose en tout temps et en tout lieu sur la règle sacro-sainte de la majorité.

D'autre part, aucun parti politique n'a reconnu publiquement que la République est en danger alors que certains cherchent à réinstaurer la féodalité et la monarchie rejetées par le Référendum du 25 septembre 1961.

Au moment où ce noble principe de la démocratie est menacé dans son essence par ceux qui veulent, de l'extérieur, imposer au peuple rwandais leurs visions par la force et la violence avec le soutien ferme de quelques complices décidés, la majorité populaire se devait de prendre sa destinée en main. Cela est d'autant plus vrai que les partis en place y compris ceux qui se réclament de cette majorité se livrent à un combat de coqs par l'entremise de leurs leaders qui ne cherchent qu'à as-

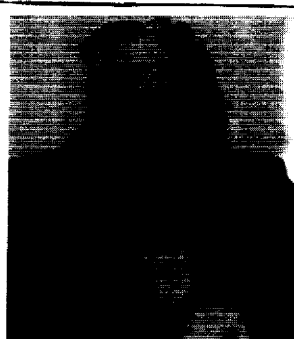
souvir leurs ambitions personnelles et égoïstes au lieu de se préoccuper de l'unité de la majorité populaire face à la menace venant des féodaux revanchards.

Le CDR est donc le produit du paysage politique qui s'est dessiné sur la scène rwandaise dans un climat de guerre dont les sinistres objectifs ne sont plus à démontrer. Si les autres partis semblent être le produit du multipartisme accepté par le régime en place bien avant la guerre d'octobre, le CDR est, quant à lui, la résultante de cette guerre ethniste menée contre la majorité populaire et de la défaillance des partis qui se réclament timidement de cette majorité tout en laissant agir ouvertement les ennemis de la démocratie et de la République.

Le CDR vient donc à point nommé pour empêcher que notre pays ne bascule sous le joug de la féodalité dont nos ancêtres, nos pères et nos grands pères et même certains parmi nous ont souffert atrocement et portent des stigmates ineffaçables. Bien sûr que nos vaillantes forces armées, alliées naturelles du CDR, ont réussi à écraser l'ennemi sur le terrain et à bouter les rescapés hors du territoire national. Elles sont parvenues à les contenir vaillamment et à porter à nu la complicité flagrante de l'UGANDA qui leur fournit hommes, armes, munitions, logistiques et sanctuaire. C'est l'occasion pour le CDR de leur adresser ses remerciements et encouragements et de se souvenir de ceux qui sont tombés sur le champ de bataille pour la défense de la démocratie et de la République. A cet égard, je vous prie d'observer une minute de silence en mémoire de nos héros.

Si sur le plan militaire la majorité populaire peut être fière de l'intrépidité et du patriotisme de ses filles et fils, sur la scène politique, par contre, la déception est grande. Que de silence ! Que de traîtres ! Que de complices avérés ou cachés !

Le CDR compte redresser la situation. Non pas par la violence, non



BUCYANA Martin, Président du C.D.R.

pas par les armes comme certains partis politiques le font, mais par la lutte idéologique fondée sur les principes reconnus de la démocratie.

Excellences, Honorables invités,

Chers membres du CDR,

Notre seule arme, c'est la démocratie. Une démocratie réelle et intégrale sans entraves ni interdictions. Finie la politique de l'autruche et du mensonge, finie la politique de demi-vérité et de fuite de la réalité. Quelle est en fait cette réalité ? Pour le CDR, la réalité est simple : les féodaux revanchards veulent rétablir le régime féodal et monarchique par la force et violence pour nous frustrer des bienfaits de la Révolution Sociale de 1959. Les seigneurs féodaux et leurs descendants ainsi que tous leurs congénères et leurs alliés établis au RWANDA, au BURUNDI, AU Zaïre; en UGANDA, en TANZANIE et ailleurs, ne sont ligüés pour renverser les institutions issues de la révolution sociale de 1959 par la force et la violence.

Voilà, Mesdames et Messieurs, la réalité de la lutte que mènent les partisans du FPR, de l'UPR, du PL, du PSR et d'autres congénères Tutsi cachés dans les partis MRND, MDR et autres. Sous le couvert de la lutte pour la démocratie, les extrémistes Tutsi ont prêté serment de tout faire quelle que soit leur affiliation politique, pour rétablir le régime minoritaire. Ils croient qu'avec le soutien du Président MUSEVENI et sa puissante armée et grâce à la solidarité de tous les Tutsi de la région et de la diaspora, ils viendront à bout de la majorité populaire qu'ils ont réussi à diviser en

semant le venin du régionalisme et du «profitalisme».

Mais, voilà que le CDR vient bouleverser tous leurs desseins puisque son credo n'est rien d'autre que l'unité et la solidarité de la majorité populaire. Vous comprenez dès lors, chers membres du CDR, distingués invités, pourquoi le CDR sera bientôt ou est déjà la cible privilégiée des ennemis de cette majorité, principalement ceux qui se réclament du FPR, de l'UPR, du PL, du PSR et d'autres. Je suis persuadé qu'ils cherchent à convaincre les étrangers qui ignorent la subtilité de la réalité rwandaise, que le CDR est un parti sectaire, ethniste et violent. Qui est sectaire ? Est-ce celui qui veut protéger les intérêts de la majorité ou plutôt celui qui veut subjuguier cette majorité par la force et la violence ? Qui est ethniste ? Est-ce celui qui, depuis des siècles, a préconisé l'unité et la concorde nationale ou plutôt celui qui a écrasé la majorité populaire pendant des siècles et n'a pas digéré sa libération du joug féodal qu'il cherche depuis 1963 à rétablir par la force ?

Il n'est un secret pour personne que les Inyenzi des années 1960 étaient des Tutsi et que les Inyenzi-Inkotanyi d'aujourd'hui sont des Tutsi. Personne n'ignore que le FPR, le PL, l'UPR, le PSR véhiculent l'idéologie Tutsi et regroupent essentiellement les Tutsi. Les quelques rares Hutu qui se cachent dans leurs rangs ne sont que des valets ou des mercenaires attirés par l'appât du gain ou par des ambitions démesurées.

Les moyens de ces organisations et partis pour accéder au pouvoir sont connus. Ce sont les Kalashnikovs, les bombes, les Katiousha, les manifestations violentes, la pose des mines, les enlèvements et assassinats ainsi que toute autre manœuvre visant à provoquer une guerre civile. Le CDR est décidé à combattre ces violences, à protéger les masses populaires et à préserver les acquis de la révolution de 1959. Nous allons opposer à ces violences l'unité des BAHUTU décidés à défendre leurs intérêts. Nous allons im-

poser la démocratie dans toute sa splendeur.

A la violence et la destruction, nous allons opposer le verdict des urnes. A la Kalashnikov, nous allons substituer le bulletin de vote. Nous sommes convaincus que l'unité des BAHUTU fera barrage à ces violences et ramènera les ambitions démesurées de la minorité TUTSI à leur niveau acceptable. Le CDR préconise en fait la OEXISTENCE PACIFIQUE DES BAHUTU ET DES BATUTSI sans oublier l'autre composante du peuple rwandais, à savoir les BATWA. Il reconnaît la légitimité des ambitions des BATUTSI à accéder au pouvoir pour autant que cela se fasse dans le respect des règles démocratiques. C'est pourquoi, il ne s'oppose nullement à l'existence des partis à idéologie Tutsi tels que le PL, le PSR et d'autres. Mais dans le même temps, en toute justice, personne ne devrait blâmer les BAHUTU et les BATWA de se regrouper en un parti pour défendre leurs intérêts.

Le CDR ne va pas prêcher la discrimination basée sur l'ethnie ou autre. La seule réalité qui s'impose et que le CDR reconnaît, c'est l'existence de trois ethnies distinctes au Rwanda. Personne ne peut et ne doit ignorer cette réalité. L'autre réalité incontournable est que l'antagonisme HUTU-TUTSI n'a pas été inventé par le CDR. Elle fait partie de l'histoire de notre pays. Cet antagonisme séculaire entre les deux ethnies résulte de la lutte pour le pouvoir. En effet, l'histoire rwandaise, écrite par un dignitaire Tutsi, Monseigneur KAGAME Alexis, nous apprend que les seigneurs Tutsi ont conquis les pays des BAHUTU en tuant leurs rois, les BAHINZA. Les BATUTSI ont refusé l'offre d'unité offerte par les BAHUTU et ont plutôt profité de ce geste fraternel pour les écraser. En 1959, après plusieurs siècles de joug féodal Tutsi, les masses populaires se sont libérées et ont instauré la Démocratie et la République. Depuis lors, les Tutsi cherchent à reconquérir le pouvoir par tous les moyens. Ainsi, à la veille de l'indépendance, les seigneurs Tutsi ont nié catégoriquement toute fraternité entre Hutu et Tutsi. Ils ont joint l'acte à la parole en procédant à des assassinats et à des exécutions sommaires des lea-

ders HUTU tels que KAJANGWE, SINDIBONA, KAMUZINZI, KAYUKU....

Ceux qui en réchappèrent ont conduit les masses populaires jusqu'à l'instauration de la République et de toutes les institutions démocratiques. Nous pouvons citer certains de ces héros dont les plus connus sont :

KAYIBANDA Grégoire,
BICAMUMPAKA Balthazar,
GITERA Joseph,
MUNYANGAJU Aloys,
MBONYUMUTWA Dominique.

Malgré la victoire sur l'alliance Tutsi, les BAHUTU n'ont pas versé dans l'extrémisme revanchard et ont encore une fois offert la collaboration fraternelle «aux vrais patriotes Tutsi», tel que cela ressort des Manifestes-Programmes du Parti PARMEHUTU.

Mais cette offre a été elle aussi rejetée par les seigneurs Tutsi qui n'ont pas tardé à s'exiler en masse avec leurs congénères suite à leur défaite lors des élections communales de juillet 1960 et à la proclamation de la République le 28 janvier 1961, confirmée par le référendum du 25 septembre 1961. C'est de l'exil qu'ils ont décidé d'organiser la reconquête du pouvoir par la force. Heureusement, ils ont été défaits en 1967 toujours grâce à l'unité de la majorité populaire.

L'offre suivante de collaboration fraternelle fut avancée par le Président Grégoire KAYIBANDA qui les invita à plusieurs reprises à revenir au pays pour contribuer à son développement. Mais nous savons ce qui est arrivé. La deuxième République a renouvelé l'offre de bonne volonté et est même allée trop loin en favorisant le déséquilibre ethnique en faveur des Tutsi pour les intéresser à plus de collaboration fraternelle avec les Hutu. Mais nous savons que cela a abouti plutôt à la guerre d'octobre 1990 et aux trahisures que l'on connaît le CDR OFFRE A SON TOUR LA COLLABORATION avec les TUTSI mais non point sur la base de la fraternité que ceux-ci ne reconnaissent pas mais sur la base de la reconnaissance et du respect mutuels dans la coexistence pacifique.

Excellences, Distingués invités,

Chers membres du CDR,

autorités;

Avant de terminer, je voudrais m'exprimer en quelques mots sur les trois grands sujets qui, actuellement, agitent le monde politique rwandais. Il s'agit de la guerre, de l'opportunité d'une conférence nationale et souveraine et de la mise en place d'un Gouvernement de transition à base élargie.

Pour ce qui est de la guerre, au CDR nous estimons que ladite guerre nous a été imposée injustement par MUSEVENI, Président de l'UGANDA et ses acolytes les INKOTANYI. Nous en appelons à toutes les forces éprises de paix et de justice de nous aider à trouver une solution à ce drame rwandais et d'agir le plus vite possible pour mettre fin à cette tragédie.

Le CDR croit néanmoins que la guerre ne prendra fin définitivement que si les causes qui l'ont provoquée auront trouvé des solutions satisfaisantes. Parmi ces multiples causes, nous pouvons citer :

- L'esprit d'hégémonie arrogante des extrémistes Tutsi qui croient que le pouvoir au Rwanda leur revient du droit divin et par conséquent que toute détention de celui-ci par un Hutu est anormal;
- Le fait que la révolution sociale de 1959 n'a pas été menée jusqu'au bout pour asseoir réellement le pouvoir des masses populaires et rendre impossible le retour de la féodalité et de la monarchie;
- L'échec de la politique de rapatriement des réfugiés initiée par le Président KAYIBANDA suite au refus injustifié des exilés Tutsi qui ont opposé une fin de non recevoir à cette politique;
- L'échec de la politique d'Unité nationale pratiquée par la 2^{me} République, politique dont les Tutsi ont plutôt profité pour accaparer 80% du commerce national alors qu'ils ne représentent que 10% de la population;
- La trahison des Tutsi favorisés par la deuxième République et le manque de vigilance de la part des

— Le manque de démocratie réelle, ce qui a permis à certains dirigeants d'abuser de leur autorité en maltraitant les masses populaires en général et les HUTU en particulier.

A ces causes, le CDR oppose l'unité de la majorité populaire, la coexistence pacifique entre les trois différentes ethnies et l'établissement d'une vraie démocratie. Au Rwanda, personne ne doit plus compter sur un pouvoir établi par la force ou la ruse. Tout pouvoir doit émaner des élections libres dont le verdict doit être accepté par tous.

Pour le CDR, la fin de la présente guerre est conditionnée par la réalisation de l'unité de la majorité populaire, la neutralisation des traîtres et autres agents de l'ennemi et la mise en application des principes d'une démocratie réelle. C'est donc dire que le CDR doute de l'efficacité des négociations avec les personnes qui ne cherchent rien d'autre que le pouvoir par la force et la violence et qui sont appuyés par un pays dont le Président ne cache pas ses ambitions d'établir son hégémonie sur ses voisins.

S'agissant de la conférence nationale et souveraine, le CDR ne voit pas d'inconvénient à ce qu'un débat national ait lieu sur ce sujet. Toute fois si ce débat aboutissait à la décision de tenir cette conférence, le CDR estime que celle-ci ne doit avoir lieu qu'après la fin de la guerre car sa tenue pendant la guerre serait suicidaire pour la majorité populaire. En effet, l'expérience a montré que la première action d'une conférence nationale et souveraine est de détruire les institutions nationales établies y compris l'institution militaire.

C'est ensuite de neutraliser toute prise de décision même aux échelons inférieurs de l'administration. Dès lors, comment gagner une guerre en détruisant l'institution qui la mène et en neutralisant les décisions de ceux qui se battent sur le terrain ? A moins de vouloir une défaite, autrement aucun vrai patriote, aucun démocrate digne de ce nom ne devrait penser à ce genre de conférence pendant la guerre. Ceux qui la réclament à cor et à cri avant la fin de cette guerre ne sont rien d'autres

que des traîtres ou des agents de l'ennemi.

La Conférence Nationale serait du reste le moyen le plus facile pour nos agresseurs, qui ont d'ailleurs été les premiers à la réclamer, d'accéder au pouvoir sans passer par les élections qu'ils sont sûrs de perdre comme ils ont perdu la guerre par laquelle ils comptaient se saisir de toute les rênes de ce pouvoir.

Par contre, la mise en place d'un Gouvernement de transition élargi à plusieurs partis contribuerait à renforcer les institutions qui sont à la base de la lutte contre l'ennemi. Le CDR est intimement convaincu, qu'aucun parti politique agité ne devrait être empêché à priori de faire partie du gouvernement de transition.

Cependant, le CDR estime que les partis politiques qui collaborent avec l'ennemi ne devraient pas participer au gouvernement pendant que la guerre fait encore rage.

Excellences, Distingués invités,

Chers membres du CDR,

J'ai brossé en quelques mots l'essence idéologique du CDR. J'ai évoqué brièvement les principes de base de notre politique. C'est sur ces fondements que nous comptons bâtir la base économique de nos institutions démocratiques et républicaines où TUTSI, HUTU et TWA, chacun apporte, dans la diversité et la paix, sa pierre et son savoir-faire. Je n'ai fait que survoler certaines de nos objectifs et de nos ambitions, nous avons l'intention de vous les expliquer longuement dans nos rencontres ultérieures et lors des meetings que nous allons bientôt organiser. Sachez seulement que la lutte du CDR sera pacifique. Elle est basée sur l'unité de la majorité populaire pour la défense de ses intérêts par les voies purement démocratiques.

N'écoutez donc point les voix mielleuses, fielleuses et trompeuses de nos détracteurs, venez plutôt écouter la voix autorisée du CDR lors de nos prochains meetings, vous connaîtrez toute la vérité sur notre parti et sur l'histoire millénaire de notre peuple.

Je vous remercie.

MUGENZI Justin : Membre actif du F.P.R.

Nous n'avions jamais cessé de pointer du doigt Monsieur MUGENZI Justin qui, dans sa gymnastique politique, travaille pour la cause du F.P.R. Lui, pour tromper la vigilance du peuple rwandais, s'est fait passer pour un partisan de la réconciliation entre Rwandais. Quel

mensonge !

Aujourd'hui, le loup ne cache plus sa nocivité. Jugez vous-mêmes : le mardi 24 mars à 11 heures, Monsieur Justin MUGENZI, sous le chapeau de la Coordination des Partis d'Opposition, a tenu une conférence de Presse à Paris avec à ses

côtés un représentant de F.P.R. qui se disait venir de la Zone contrôlée par les Inkotanyi.

Lisez vous-même les thèmes de cette Conférence et le commentaire de J.M.V. MUHURI, vous saurez quel rang se classe Monsieur Justin MUGENZI.

CONFERENCE DE PRESSE

RWANDA: "Massacre des civils et blocage du processus démocratique"

Depuis octobre 90, le Rwanda est soumis à un régime de violence:

- Exécutions sommaires des paysans Bagogwe (1500) et Bahima (800) par les milices du parti au pouvoir (source: Africa Watch).
- Massacres des Tutsi dans le Bugesera depuis le 4 mars.
- Des milliers de réfugiés sans secours à l'intérieur du pays.
- Emprisonnements arbitraires, notamment des journalistes.
- Assassinats et intimidations des opposants.

Justin MUGENZI, Président du Parti Libéral Rwandais est venu à Paris parler au nom de la coordination des partis d'opposition. Hier matin, lors d'une conférence de presse organisée par les réfugiés rwandais de France, il a présenté les Batutsi, les Bagogwe et les Bahima comme des boucs émissaires, convaincu que toute accusation portée contre une majorité au pouvoir a toutes les chances de passer. Justin MUGENZI réduit considérablement nos enjeux politiques. Voilà qui réjouit certains autres politiciens cyniques et calculateurs, ceux qui misent sur des mariages contre-nature pour conforter leurs positions et se réserver ainsi des chances électorales.

La délégation de l'opposition compte un émissaire du Front Patriotique Rwandais, présenté comme venu spécialement de la zone que les rebelles contrôlaient. Sans rivaliser de démagogie ou de haine, Ferdinand NAHIMANA s'est fermement attaqué à cette entreprise politique qui tente à faire croire qu'il existerait au Rwanda un problème

- Un processus démocratique compromis.

Le Rwanda va-t-il basculer dans la guerre civile ? Quel rôle joue la France avec son contingent stationné au Rwanda depuis octobre 90 ?

TEMOIGNAGES ET ANALYSES AVEC :

- Un représentant de la Coordination des partis d'opposition (venu spécialement de Kigali).
- Maître Eric GILLET, avocat au

Barreau de Bruxelles, ancien Président d'Amnesty International, Section Belgique a effectué deux missions d'enquêtes au Rwanda.

- Un représentant du Front Patriotique Rwandais (venu de la zone contrôlée par l'opposition armée).

Jean Pierre Chrétien, Historien, Directeur de recherches au CNRS, spécialiste des pays des Grands Lacs.

COMMENTAIRE DE J.M.V. MUHURI

tutsi, qui nécessiterait des solutions tutsi.

En effet, le Directeur de l'Office Rwandais d'Information s'est montré éprouvé par tous ceux qui ont perdu leur vie, dans les troubles actuelles de quelque ethnie qu'ils appartiennent. Il en a profité pour formuler quelques recommandations :

- 1° Il a demandé à toutes les composantes de la population d'être unies face à leur ennemi commun.
- 2° Aux partis politiques de reprendre conscience que le pays tout entier doit constituer un front commun contre les Inkotanyi. Le contraire revenant à chercher la grandeur dans la défaite, l'honneur dans le parjure, la force enfin dans la faiblesse.

La presse française, en l'occurrence Radio France Internationale s'est saisie de l'événement et a tort ou à raison déroulé un tapis rouge aux ambitions ténébreuses d'un homme tout en ignorant les rectificatifs formulés par un autre. La guérilla, tant du moins qu'elle sera sans rival dans la mise en scène des pas-

sions sociales vives, risque de manipuler tout le monde. Par exemple, Maître Eric GILLET et Jean-Pierre CHRETIEN, avaient accepté de témoigner en sa faveur. Si le Rwanda n'est pas leur doux accident, ces hommes croient, pour s'y être arrêté un instant, avoir compris les causes de cette prolifération de violence lorsque processus démocratique est en échec et que les élections pluralistes sont proches.

Papier lu à la Radio par Jean-Marie Vianney MUHURI Attaché de Presse

Au moment où le peuple rwandais est attiré par les exactions commises par les Inkotanyi contre la population civile, un Rwandais, un Président d'un Parti agréé au Rwanda se met aux côtés du F.P.R. pour affirmer que les civils sont massacrés par le pouvoir en place. Quelle trahison !!

Bientôt un gouvernement fort sera mis en place dans notre pays. Devrions-nous tolérer que des traîtres du Parti Libéral, des Inkotanyi comme MUGENZI Justin y prennent part ?

KANGURA

BURUNDI : LES MINISTRES HUTU NE TRAHISSENT-ILS PAS LEURS FRERES HUTU ?

Au lendemain des massacres de Ntega et Marangara d'Août 1988, certaines missions diplomatiques accréditées à Bujumbura ont fermé les portes, d'autres ont menacé de plier bagages, certains ONG et organismes internationaux ont failli suspendre leurs actions. Et cela en signe de protestation contre la répression barbare perpétrée par l'Armée Burundaise contre la population civile Hutu.

Alors le gouvernement de Bujumbura dépêche à l'étranger des envoyés spéciaux dont Cyprien Mbonimpa, Chef de la diplomatie burundaise, pour informer sinon désinformer le monde de la situation : Mbonimpa s'évertue à blanchir les mains sales des dirigeants tutsi qui ont déchaîné l'armée nationale contre la population civile Hutu qu'elle a massacrée par balles, par mitrailleuse, par baïonnette et napalm. Il attribue cyniquement la responsabilité des tueries aux Hutu !

Dans la défense de ce régime sanguinaire, le pauvre ministre ne fait qu'entasser contradictions sur contradictions il sollicite des aides financières (15 millions de dollars) en faveur des déplacés de «guerre» mais il refuse toute enquête internationale impartiale qui vérifierait ou contredirait les versions officielles sur les événements sanglants.

Sous la pression de la communauté internationale le Président Pierre Buyoya dissout son gouvernement et le remplace par un gouvernement paritaire composé de 24 Ministres dont 12 Tutsi et 12 Hutu, dirigé par un Premier Ministre (Hutu) : Adrien Sibomana.

Dans certains milieux hutu (crédules), on pousse ouf de soulagement : on tend à croire que les ministres hutu constitueraient désormais un obstacle à la mise en oeuvre une fois de plus, du «Plan SIMBANANIYE», plan de génocide des Hutu. Ou au cas échéant,

les ministres déclenchés à leur insu soient arrêtés avant qu'ils n'atteignent des proportions effroyables.

Dans d'autres milieux hutu (vivant en exil), on est plutôt pessimiste quant à l'intervention de ces ministres en faveur de leurs frères en butte à la folie des tutsi. Parce que nombre d'entre eux sont connus pour leur soumission aveugle, pour leur vision courte, pour leur opportunisme et leur égoïsme, et que sais-je encore ?

Les massacres de novembre 1991 sont donc venus pour dissiper toutes les illusions qu'on se faisait d'eux. En effet pendant et après la liquidation des hutu les plus éveillés à Bujumbura, à Cibitoke, à Bubanza et ailleurs, nos braves ministres hutu ont brillé par leur silence. On aurait cru que les hutu n'étaient pas en mauvaise posture. Or si l'on en croit aux résultats provisoires d'une enquête internationale sur les troubles, publiés dans Kangura/Version internationale n° 5 PIO, la cible des tueries était bel et bien les hutu et l'auteur, c'était bien sûr le régime Buyoya.

Alors que la communauté internationale, face à l'extermination des hutu, crie au scandale, nos ministres gardent jalousement le silence ! c'est aberrant; non ? Peut-on dire que la Communauté internationale s'est trompée de jugement ? Non, dans son histoire une erreur de cette taille n'a jamais été enregistrée. Peut-on penser que les ministres hutu ont peur d'être poursuivis et tués ? Dans une certaine mesure, oui. Mais il faut qu'ils sachent ceci : leur nomination au poste de ministre a été imposée après la communauté internationale (les bailleurs de fonds). Par conséquent, ils ont des comptes à lui rendre d'autant plus qu'elle veille sur eux en cas d'insécurité.

Certes les Tutsi sont réputés d'être des tueurs sans scrupule, mais ils ne peuvent pas tuer une

grande personnalité de l'Etat, par exemple Adrien SIBOMANA, comme un vulgaire paysan ! Et puis si SIBOMANA et ses frères continuent à se soumettre par crainte de la mort ou du deshonneur. Après tout, l'inimitié des tutsi est connue de tous : ils se sont illustrés par le massacre des opposants hutu d'une part et de leurs fidèles valets hutu d'autre part. On ne gagne donc rien (du moins à long terme) à servir avec dévouement les tutsi.

Peut-on espérer que les ministres hutu ont préféré rester dans l'ombre pour que, le moment venu, ils surgissent avec vigueur et détermination sur la scène politique nationale ? Dieu seul le sait. Mais ce qui est sûr et certain, c'est que une fois, le multipartisme intégral instauré, ils seront mieux placés, s'ils en ont l'intention pour porter un coup terrible, —pourquoi pas fatal—, au népotisme hima. Par exemple en démissionnant en masse de l'UPRONA l'appareil de répression. Pensez au rôle qu'ont joué les membres de la JRR dans tous les événements sanglants qui ont endeuillé la population hutu). Plus l'opposant sort des milieux politiques nationaux élevés, plus grande est sa crédibilité sur la scène politique tant nationale qu'internationale.

En conclusion, nous dirons que le silence des ministres hutu pendant que leurs frères qu'ils sont censé représenter au gouvernement périssent par l'épée des tutsi, nous intrigue. Pourvu que ce silence soit stratégique. Sinon, ils sont entraînés de «manger», de trahir leurs frères hutu. Et ils en répondront, le moment venu devant eux.

MUSHI M.A



LA DEMOCRATIE ET LE POUVOIR EN SOUTANE

Jadis alliée du colonisateur, hier complice des dictateurs, aujourd'hui rangée dans le camp des démocrates, l'Eglise africaine aura fait montre de son aptitude à s'adapter aux changements d'époque et de régime. Rien n'empêcherait que les serviteurs de Dieu, capacité et perspicacité aidant puissent prendre, par voie des scrutins, la relève de la conduite des affaires politiques d'un pays souffrant atrocement d'injustices sociale et économique.

Opinion.

Dans *Jeune Afrique* n° 1624 du 20 au 26 février 1992, notre éminent confrère François Soudan a consacré un article sur le Zaïre sous le titre: «Comment faire partir Mobutu»? Sans aucun doute tout lecteur se rendrait compte naturellement de l'effort rédactionnel consenti à la recherche des voix et moyens de sortir le Zaïre de l'impasse "diabolique". Néanmoins, malgré la cohérence du concept politique de l'Occident sur ce grand pays, situé au cœur de l'Afrique, nous avons vu des vives réactions sur l'opportunité du jugement apporté sur l'éventuel remplacement de Mobutu par Mgr Monsengwo qui a certes un «bon» profil, mais il ne représente qu'une solution transitoire". A notre sens, aucune solidité visuelle recherchée par l'opinion zaïroise ne s'est pointée à l'horizon en avançant cet argument, lorsque, on s'en souvient, au début des années soixante les Evêques avaient un mot à dire sur les destinées politiques d'un pays.

Si aucun des trois candidats éventuels à la Présidence du Zaïre n'a d'obédience de l'Occident pour succéder à Mobutu, il en demeure vrai que, nous le dirons avec toutes nos forces, Mgr Monsengwo est bien présidentiable. Pourquoi le peuple zaïrois, nanti d'une indépendance totale et souveraine, doit-il être "téléguide" par l'extérieur quant au choix de l'homme, capable de conduire les destinées de son pays? Ne serait-ce pas une autre forme de ca-

rapace des conditions néo-coloniales? Cette façon de concevoir les choses nous paraît une incogruïté qui souleverait un tollé, susciterait des résistances: le droit d'ingérence n'était-il pas, en effet, le reniement pur et simple d'un droit établi par... les mêmes en 1945 et sur lequel ils ont fondé le système des Nations Unies dans son ensemble? Le nombre de questions ne serait pas exhaustif si nous pouvions vraiment nous en atteler et auquel l'opinion s'efforcera de répondre... Un prétexte fallacieux de ne pouvoir voir comment faire partir Mobutu et encore moins quand lorsque des services spécialisés, abstraction faite aux bases militaires étrangères établies à travers le pays, rompues aux techniques de coups d'enlèvement, pourraient facilement mettre en application une politique beaucoup plus contraignante pour précipiter la chute d'un régime aux abois.

Chacun de ces pays ne voit Mobutu que de servir la sauvegarde, il est vrai, des placements des capitaux effectués par lui à plusieurs sociétés multinationales de l'occident. Mais, par contre, il s'obstine dans un refus de reconnaître -sans pitié- les misères les plus atroces qu'endure le peuple zaïrois depuis plus de vingt six années de règne sans partage de leur "protégé". Il s'ensuivrait donc, d'après la conception occidentale, que voir la somnité du Zaïre tenue par quelqu'un d'autre n'ayant pas sa couverture serait bousculer leurs intérêts! C'est une des raisons profondes pour laquelle la conférence nationale, manipulée de l'extérieur, reste bloquée depuis bien des mois qui va procéder au grand déballage. Car il y a crainte du rapatriement des parts sociales par la «Commission des biens mal acquis» qui s'y mettra à pied d'oeuvre.

Il est très inquiétant de constater que, comme à leur habitude, les Américains se montrent les plus soucieux de "sauver la face" de Mobutu.

En Afrique, plus d'ailleurs sans doute, exception faite des Etats Islamiques, le clergé a toujours fait partie intégrante de la nomenclature d'Etat. Il serait inexact, voire aberrant de prétendre que le "départ de Mobutu n'est concevable que si la

relève est assurée", et qu'il vient de se découvrir une nouvelle vocation (politique) avec le processus de démocratisation. Au Cameroun, par exemple, c'est à un évêque, Mgr Ndongmo, que fut confiée la médiation entre le patriote Ruben Um Nyobe- retranché dans le maquis bassa- et le pouvoir du nouvel Etat naissant. Non loin, au Congo, c'est un prêtre, l'Abbé Fulbert Youlou, qui était porté à la magistrature suprême du jeune Etat indépendant. Il serait fastidieux de recenser tous les cas -tels celui de Mgr Zoa, archevêque de Yaoundé, acquis au monopartisme d'Abidjan, ou de Mgr Dosseh, indéfectible partenaire d'Eyadema au Togo- de compromission des dignitaires chrétiens avec les pouvoirs en place.

Ayant manqué le rendez-vous du démantèlement des dictatures postcoloniales, l'Eglise africaine semble aujourd'hui soucieuse de prendre sa revanche. Pour une institution qui n'a daigné manifester ni contre la liberté et la justice confisquées et bafouées ni contre les pratiques inhumaines des systèmes dictatoriaux, le processus de démocratisation dans lequel est engagé le continent est une occasion de se refaire une virginité politique, morale et spirituelle.

A l'inverse de l'Amérique latine, où les prêtres organisent des résistances face au pouvoir, et à l'opposé de la Pologne, où l'Eglise a su affirmer son indépendance -laquelle lui a permis de freiner l'élan d'un pouvoir absolu-, l'Eglise africaine semble avoir failli à sa mission.

Mais pour cause de "conférence nationale", dont elle devait assurer la présidence par l'intermédiaire de ses évêques, l'Eglise a deserté les évêchés, les cathédrales et autres lieux de culte. En se désolidarisant des régimes totalitaires d'hier, elle entend jouer pleinement la carte de la démocratie et du progrès. Elle découvre une nouvelle valeur: la liberté.

Les vertus de celle-ci sont telles que les ecclésiastiques n'hésitent pas, pour les défendre, à se dresser contre le pouvoir et à mobiliser leurs fidèles en appelant à la bravoure, à

l'héroïsme, et même au sacrifice ultime. Allusion est ici faite à la capacité de sursaut encore très grande et meurtrière des dictatures mourantes face aux manifestations de rue.

A nouveau, l'Eglise semble avoir retrouvé une certaine légitimité en se révélant comme une véritable force de contrôle moral. Il reste à souhaiter qu'elle n'en vienne pas à confondre "politique" et "affaire politique" (démocratie) car son intrusion dans le processus démocratique, comme celle de l'armée, est une façon de trahir la démocratie, ou tout au moins de la caricaturer et la délaïciser.

A la question "peut-on imaginer, comme en Amérique latine, que les prêtres zaïrois organisent une résistance armée ou civile face à l'intransigeance du pouvoir?" Mgr Christophe Munzihirwa, évêque de Kasongo, au Zaïre, répond: "Personnellement, je ne m'y opposerais pas, si c'était le dernier argument qu'on puisse avancer pour agir sur

L'abbé Fulbert Youlou, premier président de la République du Congo.



un Etat injuste... Un citoyen, qu'il soit prêtre ou laïc, doit exiger la justice, et l'Eglise de même. N'est-elle pas composée de citoyens? Mais peut-être ne l'avons-nous jamais assez fait au Zaïre? Il est clair que l'Eglise doit suggérer à ses enfants de participer au renversement d'un

régime si celui-ci est injuste". Ce propos semble bien résumer la place que l'Eglise souhaite occuper dans la nouvelle armature de l'Est en Afrique.

R. ZAYANA ne VUNDA.

Où la langue des Seigneurs s'est-elle égarée ?

Les tutsi disent qu'ils furent à Canaan. Dans ces conditions, ils seraient les survivants du massacre des cananéens par les hébreux.

Ils disent également qu'ils étaient seuls dans l'antique Egypte où ils auraient, plaident-ils, construit les pyramides, et ce malgré leur paresse légendaire.

Histoire de se mettre toujours en bonne place ! Que les historiens s'y mettent plus sérieusement que par le

passé. Les tutsi étaient en Somalie et en Abyssinie et nulle part ailleurs. Tout au plus, ils peuvent se vanter d'être les bâtards du Roi Salomon par la Reine de Saba.

Mais en tout cela, un énigme persiste. Quelle langue parlaient les tutsi avant d'épouser le Gihutu ?

Si on parvenait à identifier la langue tutsi, on peut suivre leurs traces comme il est simple pour les bantous de connaître leurs origines.

Ils avaient et c'est indéniable une langue à eux mais à l'instar de tous les nomades du monde, ils l'ont perdue. Où ?

Certains noms tutsi, incompréhensibles, en linguistique bantoue sont des restes de cette langue perdue. Les exemples sont légion :

- Kansayisa
- Kayisire
- Murébwayire
- Mukayina
- Benzayire
- Kagwesage

etc... Historiens, linguistes, anthropologues et tous les spécialistes des Sciences humaines, vous avez du pain sur la planche. Allez à la découverte de cette langue, aussi perdue. Car il n'est pas juste qu'un seigneur n'ait pas une langue à lui pour s'approprier le Gihutu qu'il a falsifié en Kinyarwanda.

Si on l'honneur et la noblesse ne peuvent pas se justifier chez celui qui n'a ni langue ni culture.

KANGURA

GOMA : Grand centre d'Hospitalisation des blessés du FPR

L'ancien dispensaire, aujourd'hui Clinique AMANI, récemment installé dans le bâtiment de l'ancien «HOTEL TOURISTE» de Goma, est devenu un centre d'hospitalisation des blessés du FPR.

Ils y sont accueillis et soignés avec pompe. Priorité est aussi donnée aux membres des familles tutsi, qui ont accepté d'hypothéquer leurs enfants en leur donnant la bénédiction d'aller se faire canarder aux fronts face à l'armée régulière du Rwanda. Ces familles bénéficient de soins gratuits.

Plusieurs personnes ont été stupéfaites de voir Mr NDAGIJE Thomas, infirmier intrepide propriétaire d'un petit dispensaire «AMANI» s'offrir une clinique de plus de 20 lits avec tous les matériels adéquats nécessaires. Alors que des grands docteurs zaïrois se contentent en mille morceaux afin de parvenir à s'offrir ne fut-ce qu'un petit centre d'hospitalisation de quatre lits.

Aujourd'hui, la démarche du lobby tutsi n'est qu'un secret de polichinelle. Car il ne fait plus l'ombre d'aucun doute que le soi-disant proprié-

taire de la clinique AMANI, louée à 3.500S/mois, n'est qu'un gérant qui exécute à la loupe les ordres de ses maîtres. C'est dans le souci de brouiller les cartes que le lobby a porté son choix sur le jeune infirmier à l'instar du Dr KANAMUGIRE qui, avec sa polyclinique, sis Office/Goma, s'est toujours compromis dans différentes bévues et étant connu de tout le monde comme l'un des grands financiers du FPR. Signalons ici en passant que Mr NDAGIJE Thomas est l'infirmier traitant de tous les sociétés appartenant aux tutsi à Goma : So-

ciété SUPERMATCH, HOTEL DES GRANDS LACS, FIRME BISENGIMANA etc.

La présence des blessés du FPR au sein de la clinique AMANI passerait toujours inaperçue si des rumeurs faisant état des distributions gratuites de médicaments aux seuls tutsi et de recrutement de leur mutualité «UMOTA» n'avaient pas atteint tous les coins et recoins de la ville de Goma et ses zones environnantes.

Poussé par un instinct journalistique, j'ai un bon ma-

tin vers 6H00 forcé la porte de la clinique. Il m'a été donné de constater que le personnel (12) de la clinique se réserve la grande matinée pour soigner les rescapés des fronts Inkotanyi. Et les consultations d'autres personnes non tutsi et membres de «UMOJA» ne sont permises qu'après 10H00 du matin.

Un spectacle désolant s'offrait à mes yeux quand j'ai pénétré dans les installations de la clinique : des emputés de bras et jambes et des jeunes garçons grièvement blessés étaient au nombre de 13.

Plusieurs portes me seront claquées au nez avant de me voir dénicher. Malgré ma protestation, j'ai été sommé de vider le lieu par deux infirmiers tutsi.

Fier de ma découverte sensationnelle, je me réjouis de livrer cette objective information. Désormais, j'ai su que plusieurs plaies contractées par les éléments du FPR aux fronts dans les montagnes des volcans étaient soignées à Goma précisément à la clinique AMANI, sis AV. DES TOURISTES et ceci à la barbe

et nez des services spécialisés zairois.

Après une minutieuse investigation, je suis parvenu à découvrir que tous les blessés et d'autres aux bras ou jambes emputés, bénéficient surtout du concours de l'Evêché de Goma par le biais du Mgr Faustin NGABU, pour atteindre leur lieu de traitement se faufilant entre les mailles des services zairois de Sécurité.

Le choix pour le lobby

GAHIGI

UN MALAISE ETHNIQUE A L'UNIVERSITE DU BURUNDI (U.B.).

Une lettre datée du 15 janvier 1992 et signée par environ 250 étudiants hutu vient d'être adressée au recteur de l'Université du Burundi pour protester contre la ségrégation de hutu concernant la mise en place des organes représentatifs des étudiants dans l'ensemble. Dans cette lettre, les étudiants hutu dénoncent la composition des différents comités constitutifs de l'«Association des Etudiants de RUMURI» (ASSER). Ces comités composés exclusivement de tutsi relèvent d'une attitude jugée anachronique et réactionnaire par les auteurs de la lettre, attitude qui, par ailleurs, est en contradiction avec la Charte de l'Unité Nationale prônée par le parti-Etat UPRONA.

Les étudiants hutu dénoncent également les intrigues malicieuses qui ont marqué la constitution de ces organes représentatifs. Ainsi, ils se plaignent du fait qu'aucune candidature hutu n'a été retenue alors que les tutsi cumulent des responsabilités dans les différents comités de l'Association.

En guise de conclusion, les hutu de l'Université du Burundi demandent que cette situation qui résulte d'un esprit divisionniste et d'une politique retardataire pour le moins insoutenable change dans l'immédiat pour la bonne marche de l'Université. De même, ils demandent que l'Association en question soit restructurée en tenant compte du contexte politique actuel et en respectant la Charte de l'Unité Nationale.

A la suite de ces déclarations, certaines remarques

s'imposent pour mieux éclaircir la situation :

— Le virus de la division se trouve bel et bien dans les têtes des autorités burundaises contrairement aux accusations que ces dernières formulent à l'endroit de l'opposition notamment le Parti pour la Libération du Peuple Hutu du Burundi (PALIPEHUTU).

— Le pouvoir en place à Bujumbura cherche à tout prix à perpétuer la domination de la minorité tutsi en écartant les hutu dans toutes les institutions malgré son langage démagogique.

— Le régime du Major Pierre BUYOYA ne respecte pas la Charte de l'Unité Nationale qu'il a lui-même instituée. C'est la preuve que ce dernier n'y croit pas mais l'a imposée au peuple hutu pour l'opprimer davantage au nom de la Charte de l'Unité Nationale.

— Le peuple hutu lui-même a le devoir de revendiquer ses droits les plus légitimes et de lutter pour se les octroyer. C'est à cette seule condition que le pouvoir minoritaire tutsi finira par lâcher prise et accepter le partage équitable au nom de la démocratie car, le pouvoir et les droits ne se donnent pas mais s'arrachent.

— La solidarité et le courage manifestés par les étudiants hutu sont à encourager. Ceux-ci constituent la lumière, le flambeau de la libération pour leurs frères et sœurs ainsi que leurs parents qui n'ont pas eu cette chance d'aller au ban de l'école. Ils sont victimes de la ségrégation ethnique appliquée depuis longtemps par le régime minoritaire tutsi. Il faut être vigilant et ne pas être induit en erreur par les discours démagogiques et les ré-

formes visant à détourner la conscience du peuple et de l'opinion nationale et internationale.

Les autres intellectuels hutu notamment les fonctionnaires et les gens des confessions religieuses devraient prendre l'exemple de ces étudiants et défendre leur peuple au lieu de servir de complices à l'oppresseur se résignant au silence. Il n'y a aucun doute que ce qui se passe au sein de l'Université du Burundi et que les étudiants hutu viennent de dévoiler, existe aussi dans d'autres institutions. Quelquefois, on peut bien se taire, rester inactif ou trahir dans l'espoir de sauver sa peau et ses intérêts propres. L'ironie du sort est que, à chaque occasion qui

se présente au Burundi, tous les hutu sont des «ennemis du pays» devant le pouvoir, sans distinction aucune. Les événements tragiques qui depuis des années ont secoué le pays sont les plus révélateurs à ce sujet. Les hutu doivent donc comprendre qu'il ne sert à rien de pactiser avec le diable car «NTA MPERA Y'UMUROZI» encore «IYO UHISHIRA U-MWANSI ARAKUMARAHO ABAWE». Même le BAMINA, les NGENDANDUMWE, les MIREREKANO, etc... étaient des hommes. Aucun dignitaire hutu du régime actuel ne peut prétendre être plus intègre ou plus patriote que ces derniers. La vérité finira par triompher.

NDORIYOBIBA Marc.

Au Zaïre: REPRISE DE LA CONFERENCE NATIONALE.

Au moment où nous nous empressons de mettre ce minimum de travail d'information et de réflexion sous presse, nous apprenons des ondes que M. Mobutu a ordonné la reprise des assises de la Conférence Nationale, fixée au lundi 06 avril 1992. Surprenant !

Aussi curieux que cela puisse paraître : la Conférence Nationale Souveraine fut suspendue par le Premier Ministre Nguza Karl I Bond, pouvoir organisateur. A présent, c'est M. Mobutu qui prend la décision de la réouverture des séances plénières !

Nous formons le vœu d'un heureux aboutissement de ces assises à Mgr Laurent Monsengwo, Président du Bureau Provisoire et à son équipe, ainsi qu'à tous les Délégués à la conférence. ZARAF.

NSANZIMANA Sylvestre ou l'incarnation de l'incompétence:

Méfiez-vous des apparences et de la diplomatie en politique !

On raconte que, quand il était Recteur de l'UNR Nsanzimana Sylvestre se faisait aimer par les étudiants. De fait, ils l'aimaient ! Et durant son mandat à la tête de cette institution, les grèves des Etudiants furent peu nombreuses.

La stratégie managériale de Nsanzimana était donc de se faire aimer... se faire sympathique. Et cela, c'est un style de Direction des faibles. En accédant à la primature d'un pays à problèmes, Nsanzimana ne pouvait plus utiliser ses manies d'antan. Il multiplia maladresses sur maladresses mais son discours d'investiture fut le plus décevant. Comment un Gouvernement de transition contesté peut-il se fixer un programme de 5 ans en faisant des problèmes les plus immédiats ?

L'ordre du jour des premières réunions de ce gouvernement est de chambarder les organigrammes ministériels. Certains ministres vont en profiter pour écarter les cadres compétents qui ne font pas le salon chez eux ou qui n'assistent pas aux fêtes de baptême de leurs enfants. D'autres ministres vont placer leurs frères, cousins, beaux frères et amis à compétence douteuse. La conséquence la plus grave de ce chambardement est l'illégalité des nouveaux cadres. En effet, on apprend que, jusqu'à date, ces bienheureux n'ont pas encore reçu l'acte officiel de nomination et les anciens n'ont pas été dégradés.

Imaginez dès lors un gestionnaire des crédits qui engage les fonds publics alors qu'il n'est pas juridiquement autorisé. C'est du vol !

Résultat : L'administration est désorganisée et l'indécision, la mollesse et la démission de l'autorité sont généralisées.

Le Président de la République avait sans doute tablé sur l'expérience de cet homme, passée au sein de l'organisation continentale, l'OUA. Erreur !

Car à Addis, Nsanzimana bruta plutôt par l'ambiguïté et la confusion. Il n'est donc pas Ouattara, Oyemba, ni même Lunda Bululu.

Depuis qu'il est à la Primature, Nsanzimana a prononcé deux discours. Le décevant discours d'investiture et celui, mou et inconséquent sur les troubles du Bugesera.

Sur d'autres événements importants (la guerre, la sécheresse, la rivalité des partis...), il a préféré le silence, un silence de la tombe.

Concernant les troubles du Bugesera, il a condamné un "tract" que Radio-Rwanda et les journaux ont diffusé sur la nouvelle stratégie des Inkotanyi.

Disons que c'est un tract mais le contenu n'en est pas un.

Et pourtant, sans faire des détours, les véritables causes des événements du Bugesera sont connues : la guerre déclenchée par les Hima-tutsi, le recrutement des jeunes tutsi par leurs frères assaillants, les mines posées par les membres du PL ainsi que le discours hystérique et provocateur de Mugenzi Justin, Président du PL, EPR intérieur.

Cessons de prendre le Hutu pour un idiot qui ne sait pas voir ni entendre ce qui se passe autour de lui. Comment un homme normal ne pourrait réagir à une telle situation ?

KANGURA

NGABU, un prélat qui sème la confusion.

Aussitôt rentré de Rome, Mgr NGABU Faustin s'est rendu à la chapelle des Bernardines du Lycée Amani pour y dire la messe.

Nous sommes au matin du Vendredi, le 28 février 1992 dans cette splendide chapelle. Hélas ! une surprise : dans son homélie, il a osé recommander sans rire à ses ouailles que nous sommes en train de prier pour le repos des âmes rendues à Dieu la veille des Soeurs René BOPA et Françoise NYIRANGENDO outragées par les Inyenzi-Inkotanyi dans leur couvent, flagellées avec une cruauté inouïe pour être enfin condamnées à une mort ignominieuse.

Quel humour lorsqu'on connaît le degré d'engagement de ce prélat sanguinaire dans les rangs des agresseurs ! Ne voulait-il pas se moquer sciemment de ces défunctes ? Partant, l'on se demande si ces prières auraient été exaucées par le Très-Haut au moment où celui qui les a recommandées est partie prenante des auteurs du forfait. D'aucuns n'ignorent que c'est avec la grande bénédiction de NGABU en connivence avec satan que ces tutsi poussent leur barbarie extravagante jusqu'à aller s'attaquer aux paisibles soeurs dans leur couvent. N'est-ce pas cet évêque qui soutient moralement, financièrement voire spirituellement ces bandits assassins ? Cet homme est vraiment l'incarnation du diable. Que Rome se le dise aussi !

En même temps, quel blasphème pour le monde catholique lorsque l'opinion internationale sait ce que font Mgr HARORIMANA Barnabas de Kabare (Ouganda) et l'abbé NTAGARA de la paroisse de Gisenyi, tous deux tutsi extrémistes, protecteurs avec NGABU des brigands INKOTANYI ? Sauront-ils convaincre le monde entier

qu'ils n'ont pas trempé dans le sang des soeurs René et Françoise ?

Ceux qui ont connu la soeur Françoise René BOPA la regrettent infiniment. On ne cesse de témoigner qu'elle a largement contribué à la grande propagation de la foi (au Zaïre et au Rwanda), qu'elle était d'une ardeur infatigable et d'un courage invincible. Que son âme repose en paix !

De notre part, nous osons croire que satan est grand, lui, qui donne la force aux INKOTANYI de tuer les fidèles serviteurs de Dieu. Hier, ils ont tué sans complaisance des soeurs, demain ce sera le tour des hommes au service de Dieu (prêtres et laïcs engagés...).

De ce fait, nous devons faire attention à tous les tutsi du monde entier car ils sont tous complices dans cette cause perdue.

Somme toute, la grande question reste de savoir si la conférence Episcopale du Zaïre (CEZ en sigle) informe régulièrement le Vatican de multiples problèmes de notre Diocèse occasionnés par Mgr NGABU dont l'excellence est déjà mise en doute par ses chrétiens. Est-elle (CEZ) incapable de prendre une décision à son endroit ? Rome aussi ? S'il en est ainsi, continuera-t-il à exercer son épiscopat aux ouailles lésés et fatigués par sa maudite politique d'intoxication ? De grâce, que les concernés revoyent objectivement cette situation qui risque de colorer l'Eglise catholique et de la plonger dans une crise profonde. Souvenons-nous : "Jésus n'avait pas de couleur mais NGABU cherche à le colorer".

Bien plus, pour avoir soutenu pendant longtemps une seule tribu au détriment de toutes les autres, l'on s'était décidé d'abandonner la religion catholique et de la laisser

suite à la page 12

LE HUTU FACE A LA MENACE TUTSI :

un seul espoir, le CDR.

Lorsque les nomades tutsi sont arrivés au Rwanda dans les années 1500 à la recherche de bons pâturages pour leurs troupeaux, ils ont rencontré des populations paisibles qui ne vivaient que de la chasse et de l'agriculture. Celles-ci étaient jusqu'alors soumises sous l'autorité de roitelets hutu, ABAHINZA.

Par le lait et la vache, la femme et surtout la ruse, ces nilotiques après avoir assassiné l'un après l'autre tous les chefs hutu, ont progressivement conquis ces petits royaumes et procédé à leur réunification en ce qui allait être appelé le Rwanda de Gasabo.

Naïfs et congénitalement incapables de réaliser les fâcheuses conséquences de cette infiltration des hôtes aux bras longs et aux sentiments sataniques, les hutu de loin majoritaires (plus de 90% de toute la population) se sont laissés asservir, taillables et corvéables à merci. Comme aujourd'hui d'ailleurs, le hutu qui pouvait encore regarder plus loin que ses yeux et qui essayait de faire barrage à cette domination sanguinaire faisait l'objet de critiques acerbes de la part même de ses congénères irresponsables. Ceux-ci prêtaient donc inconsciemment main forte à leurs propres persécuteurs plus fins et plus habiles dans leurs méfaits.

Des siècles durant se sont écoulés, des générations se sont succédées sous l'unique rapport social de serfs hutu et de seigneurs tutsi. Des structures politico-administratives spéciales avaient été soigneusement mises sur pied pour ne léguer chaque fois le pouvoir, de la base au sommet, qu'à la seule noblesse tutsi. Avec le temps, les hutu avaient même finalement pris fait et cause pour la tradition caricaturale faisant état de l'origine extra-terrestre de l'ethnie tutsi et du caractère divin de son éternel droit de commande sur les autres races.

Cette croyance aveugle en la toute puissance naturelle de ces hommes de grande taille, au nez pointu et d'une rouerie peu commune était tellement enracinée dans la mentalité des hutu qu'aucune voix de protestation contre cette tyrannie et cette cruauté hamitique ne pouvait émaner d'eux. D'autant plus que le Mwami (roi du Rwanda) — maître absolu du pays, de ses habitants et de tout l'environnement au sens le plus large possible — et ses faucons disposaient d'énormes moyens d'oppression inhumaine et sans appel. A toute tentative de réclamation ils brandissaient en effet l'holocauste — qu'ils mettaient trop souvent à exécution — de la peine de mort sans jugement équitable, du bannissement injuste, du dépouillement illégal des biens personnels etc...

Il a fallu attendre le résonnement des mouvements d'Indépendance des pays africains pour se rendre compte qu'un danger plus catastrophique que la simple colonisation européenne menaçait atrocement le peuple hutu. C'est alors que les premiers pionniers des institutions démocratiques et républicaines ont élevé leurs voix malgré des mesures d'intimidation auxquelles ils se heurtaient. Les féodaux, ayant de leur côté senti que leur régime chancelait, ont essayé non sans quelques succès de serrer davantage les vis. Ils ont pourchassé, matraqué et même assassiné certains des leaders de la Révolution mais ceux-ci ont fait montre d'une témérité exceptionnelle de façon que la marche vers la démocratie était pratiquement devenue irréversible. Il conviendrait de souligner à juste titre que face à l'horrible terrorisme des tutsi les hutu de l'époque se sont admirablement comportés puisqu'ils ont su bien maintenir leur unité indispensable pour la reconquête du pouvoir et la consolidation des acquis légitimes de la Révolution socio-politique de 1959.

Devant la chasse aux forces démocratiques téléguidée par le pouvoir monolithique en place, le peuple hutu tout entier y a ardemment réagi par une action concertée et dignement responsable. Il a soutenu de vive énergie le «coup d'Etat» de Gitarama du 28 janvier 1961, mené à bien le référendum du 25 septembre 1961 et géré l'Indépendance du 1 juillet 1962 convenablement. Il s'est en outre mobilisé comme un seul homme pour bouter les «inyenzi-tutsi» qui menaçaient la jeune République hors du pays et pour contenir une opposition machiavélique et rétrograde entretenue par les tutsi. En aucun moment en tout cas le parti populaire PARMEHUTU n'a commis la fatale et monumentale erreur de flirter avec l'UNAR des tutsi aujourd'hui mué en FPR installé en Uganda et en PL opérant activement dans le pays sous la bénédiction des autorités locales respectives.

Qu'en est-il actuellement au juste face à la résurgence inquiétante des réflexes dramatiquement anti-hutu ? Le hutu a-t-il encore la volonté et le moral requis pour faire efficacement et victorieusement face aux multiples provocations des tutsi qui saisissent tout moindre faux pas du hutu pour faire prévaloir leurs intentions diaboliques et dévastatrices. Je suis malheureusement porté à afficher un pessimisme que je partage raisonnablement avec les autres patriotes de bonne volonté et d'un esprit avisé. En effet, le pays vient de passer près d'une année et demie sous les effets pernicioeux de la terrible guerre déclenchée par les réfugiés tutsi fortement appuyés politiquement, matériellement, financièrement et surtout militairement par le président Museveni et sa NRA et par tous leurs frères de race établis au Rwanda, au Burundi et partout ailleurs, et le calvaire se réactive de plus belle. Le conflit est donc essentiellement et exclusivement ethnique même si

l'un ou l'autre hutu étourdi ou en situation de désespoir s'en mêlait malgré lui.

Pour détourner l'opinion nationale et internationale afin de l'aligner sous leur bannière ces détracteurs des régimes hutu ont allégué des pseudo-principes démocratiques, énoncé avec fracas de généreuses réformes économiques et promis sans vergogne de promouvoir une véritable politique de progrès social (7). Cette duperie n'a cependant bénéficié d'aucun écho favorable dans la mesure où il serait paradoxal que ce soit une minorité qui donne des leçons de démocratie et de bien-être social à la majorité. Mais le grave défi réside quand même en ce que les hutu se trouvent pour des raisons purement politiques et subjectives littéralement divisés sur cette question qui est différemment interprétée selon l'appartenance à tel ou tel parti ou la provenance régionale.

Le hutu d'aujourd'hui semble donc s'être embrouillé dans de luttes partisans au détriment de sa sécurité et de la survie même de son espèce. Pour des motivations strictement régionales il se détermine bêtement à cautionner des visées ultra-féodales et à faciliter dangereusement la prise du pouvoir

par les tutsi dont l'unique objectif est de procéder à un génocide physique et intellectuel systématique pour faire disparaître à jamais les ethnies bantoues. Suite à des convictions politiques particulières — si conviction réelle et désintéressée il y a de nombreux hutu s'adonnent à la stupidité la plus primitive et absolument condamnable consistant à s'associer avec un ennemi de toute la nation correctement identifiée pour pouvoir assouvir une vengeance dénuée de tout fondement ou satisfaire des appétits irraisonnés.

N'est-il pas vraiment décevant pour la majorité de hutu de constater avec amertume qu'un parti comme le MDR qui se proposait comme continuateur de l'action salvatrice de 1959 incarnée par le PARMEHUTU d'alors soit maintenant transformé en une marionnette des épieurs et grands tireurs de ficelles tutsi ? Ne peut-il pas accéder au trône par des voies autres que la trahison des Pères de la Révolution dont il se réclame être l'héritier ? Jusqu'à quand ses leaders continueront-ils à fermer les yeux devant la menace imminente des tutsi dont l'attaque d'octobre 1990 a été un sérieux coup de semonce ? Et le MRND qui se targuait d'avoir découvert le secret d'une unité inter-ethnique ne

devrait-il pas tirer cette fois des conclusions qui s'imposent eu égard à la recrudescence des actes barbares auxquels s'adonnent cyniquement ses protégés tutsi ingrats ? Persistera-t-il dans le faux jugement colporté au sein de la population selon lequel l'ennemi viendrait seulement d'Uganda alors qu'il faudrait plutôt le traquer à partir de l'intérieur où il est indéfectiblement enraciné et où son activisme a déjà dépassé les limites du tolérable ? Et toi hutu qui n'as peut-être pas encore embrassé un parti politique l'arrogance manifeste du tutsi et son affreux dessein de reprendre les rênes du pouvoir par la force du canon — le tout étant couronné par le massacre impitoyable de tout descendant de l'ancêtre bantou — ne sont-ils pas de nature à t'inspirer un comportement approprié face à cette abominable menace tutsi ? Un espoir, oui oui un sublime espoir, reste néanmoins pointé vers un horizon immédiat qui chante et qui s'est déjà éclairci avec l'avènement au Rwanda du Messie politique matérialisé par le CDR, le parti des masses populaires pour la défense de la République et l'affermissement des acquis inaliénables de la Révolution.

Ndekazi Bonaparte — Gisuma.

suite de la page 10

aux seuls tutsi avec à la tête leur protecteur. Mais hélas ! la chose étant ce qu'elle est, on s'est ressaisi en osant croire qu'elle est plutôt universelle qu'individuelle. Et froidement, on commença à rejoindre la Table du Seigneur sous condition préalable dans certaines Paroisses du diocèse : que ce ne soit pas Mgr NGABU qui célèbre ou concélébre la messe !

Sur ce point, cet évêque en déviance aura à rendre à Dieu un terrible compte. Mais aussi du jour où, dans les couvents du Diocèse de Goma, on voit d'un oeil indifférent et sans dénoncer la violation des règles (vertus) par cet homme, même sur des points peu

importants, cette société devient impropre aux œuvres de Dieu qui l'abandonne et la laisse courir à sa ruine, où, si elle végète encore, ce n'est pas malheur de ceux qui la composent et pour la honte de l'Eglise catholique. Il est en effet à craindre que, par respect humain au rebours de celui qui, dans notre monde chrétien, éloigne certaines vertus, certains de néophytes ne se confessent sans sincérité et ne continuent, dans ce triste état de s'approcher fréquemment de la Table du Seigneur. Qu'attendent-ils pour épurer cette situation ?

D'après plusieurs témoignages filtrés des confrères lésés de cet homme endiablé et

divisionniste, cet abus déplorable est à l'origine de la méfiance envers abbés (tutsi contre les autres ethnies). On ne partage même pas les repas ! On ne s'appelle plus confrères... A suivre de très près. En tout cas, sans recommandation de NGABU, nous demandons au Très-Haut d'agréer, comme un suave parfum, nos prières pures et sublimes pour le repos des âmes des Soeurs René et Françoise tuées par des gens au service de satan et de ne point dédaigner nos très humbles supplications.

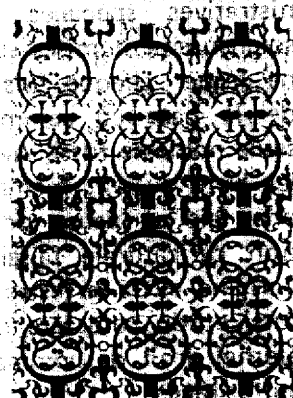
Que dans sa miséricorde et sa providence, il nous vienne en aide, nous l'en supplions pour combattre et vaincre

tous ceux qui sont au service de Satan.

Amen

Nsengimana, Un chrétien de l'Evêché de GOMA.

Goma, le 01/03/1992



LA BELGIQUE, CE FIEF DES INKOTANYI-TUTSI

Lorsque Martens et son Gouvernement ont dépêché un contingent de paras à Kigali dès le lendemain des hostilités d'octobre 1990, ils avaient non seulement l'intention d'assurer la sécurité de leurs ressortissants mais aussi et surtout de venir en aide au «nouveau pouvoir» de Kiményi, Kigeli, Rwigema et autres chefs des inkotanyi que les Gaulois souhaitaient de tous leurs vœux voir se réinstaller au Rwanda.

Espoir déçu, l'ex-premier ministre socio-chrétien flamand, et sous la pression d'un parlement réactionnaire animé par des nazi comme Jean Gol et compagnies et les médias à la solde de l'agresseur, s'est finalement décidé à rappeler ses troupes. Les négociations entre toutes les parties concernées qu'il faisait semblant de bien vouloir favoriser relevait plus du regret et de la honte que d'une volonté réelle de mettre un terme au conflit. Seul son ministre de la Coopération a eu le courage de reconnaître la connivence manifeste de la Belgique avec ces bandes armées venues d'Uganda.

En effet, le Rwanda et le Burundi qui, avant la première grande guerre faisaient partie de l'ancienne Afrique-Orientale Allemande ont été placés en 1919 sous mandat du Royaume de Belgique qui y exerça sa tutelle par un système d'administration indirecte. Les Belges ont en fait maintenu toutes les structures socio-politiques existantes et facilité davantage la mainmise de l'ethnie minoritaire tutsi sur tous les rouages de la société rwandaise.

Cette étroite entente du colon avec le féodal tutsi n'a cependant pas empêché la Révolution Sociale d'éclater en 1959 avec le renversement des institutions rétrogrades et l'avènement de la démocratie qui consacra le pouvoir de la majorité populaire. Pour ne pas couper court à la tradition impériale colonialiste consistant à diviser pour régner, les Belges se sont néanmoins arrangés pour que le Buru-

ndi ne soit pas touché par cet éveil démocratique. Ils ont plutôt participé très activement à la consolidation du régime minoritaire tutsi au préjudice des hutu qui, avant les terribles massacres des années écoulées, ne comptaient pas moins de 85% de la population burundaise.

Il a par ailleurs été maintes fois établi que le blanc, et en premier lieu le Belge, a toujours manifesté une sympathie particulière et exclusive à l'égard du fin et protégé hamite qui ressemblerait à lui sur le plan physiognomique et caractériel. C'est ainsi qu'un silence complice entoure toujours l'événement qui menace le hutu comme les génocides perpétrés périodiquement au Burundi et la dernière attaque meurtrière des inkotanyi-tutsi aux frontières avec l'Uganda. Par contre un trouble même de minime importance qui semble inquiéter le tutsi est réelement pris au sérieux par l'ancienne métropole qui s'adonne à des somnations pressantes allant même jusqu'aux représailles sous l'instigation du tutsi.

Ainsi en 1965, 1969, 1972, 1988 et 1991 des tueries systématiques ont été mises au point et minutieusement exécutées par les autorités tutsi du Burundi contre leurs compatriotes hutu et l'holocauste continue malgré des confessions apparemment d'apaisement du vaillant président Buyoya. L'Occident, la Belgique en tête, au lieu de protester avec la dernière énergie et de prendre des mesures d'ordre politique, économique, financière et militaire indispensables à l'encontre du régime dictatorial et sanguinaire de Rujumbura, se contente de déclarations superficielles contradictoires ou louant même la hardiesse machiavelique de ce dernier.

La bataille d'octobre 90 déclenchée par les inyenzi-inkotanyi fortement soutenus par le président Museveni et tous les tutsi du monde entier a vraiment démasqué la face viscéralement anti-

hutu et anti-bantou de l'homme européen. Insoucieux de sort funeste qui allait être réservé à 90% de la population de ce pays, le Belge — qui en pleine guerre a sadiquement confisqué les armes et munitions destinées au Rwanda et dont la facture était depuis belle lurette réglée — n'a par exemple brillé que par le manège de complicité flagrante avec l'ennemi. Il a au passage été épaulé par des leaders irresponsables de certains partis politiques qui, aveuglés par la course au pouvoir et la détermination morbide de renverser à tout prix le régime en place, n'hésitent pas à se livrer consciemment ou non à des actes de trahison portant atteinte à l'émancipation et à la survie même des masses populaires.

Beaucoup de nos militaires ont payé de leur vie cette guerre insensée, des milliers et des milliers de sans-abri parmi les populations civiles, sans parler de nombreux morts innocents, sont actuellement exposés à tout un éventail de misère. Et pourtant le monde y reste insensible puisqu'il ne s'agit que du banni hutu qui en endure les effets inhumains.

Et pourtant la lueur d'agitation dans le fief tutsi comme Bugesera a mobilisé tous les ambassadeurs des grands pays accrédités à Kigali et donné lieu à des cris d'alarme — avec toujours et encore la Belgique en tête de peloton — qui ont vibré sur toutes les ondes de radio et de télévision et dans la presse occidentales au grand dam du peuple rwandais en général et des autorités légitimes du pays en particulier. Il y a cependant lieu de mettre en cause l'attitude hésitante, naïve et compromettante de celles-ci. Car un pays qui normalement dispose de représentations diplomatiques dans diverses capitales, a un service de renseignement assez opérationnel — s'il existe encore — et se vante d'avoir mis en place des mécanismes de défense et de sécurité publique efficaces devrait être capable de contrecarrer en un temps

record toute désinformation et toute tentative de déstabilisation du territoire. Sur le plan des relations extérieures on a en tout cas l'impression que nos plénipotentiaires ne font que roupiller dans leur tour de marbre en train de savourer, sans aucun autre moindre souci, les délices de la devise étrangère.

L'activisme des Inyenzi-tutsi, en Belgique plus spécialement où ils ont implanté leur état-major et élevé des antennes ultra-sophisti-

quées dans les villes comme Anvers, Gand, Liège, Louvain et surtout Bruxelles en appelle résolument à la conscience du hutu qui ne doit plus compter sur les discours miellés des toasts ou prêcher une coopération euro-rwandaise ridicule et sans issue. En effet celui qui ne compatit pas à votre malheur en des moments critiques mais prend plutôt fait et cause pour un adversaire déloyal et perfide ne doit plus avoir un droit de cité dans le cercle de vrais amis. Le peuple hutu

a donc été trahi de toutes parts, notamment chez l'ancienne métropole, la Belgique; il lui appartient dès lors de tirer toutes les conclusions qui s'imposent en vue de se doter des moyens politiques, économiques, financiers, diplomatiques et militaires nécessaires et suffisants susceptibles de le préserver contre le danger imminent lui tendu par son ennemi séculaire et éternel, le tutsi, dont les zones d'influence ont débordé les limites du globe terrestre et céleste.

Ndekezi Bonaparte.

COTE D'IVOIRE : La répression entraîne le pays dans la tourmente.

Les sanglants incidents du 17 au 18 Mai à la cité universitaire de Yopougon (banlieue d'Abidjan) n'ont assurément pas rehaussé le crédit du «vieux» de Yamoussoukro. En effet une commission chargée d'enquêter sur les tortures et viols perpétrés contre les étudiants de Yopougon accuse la hiérarchie militaire d'avoir supervisé ces exactions, ainsi que deux ministres en exercice. L'opposition et la fédération estudiantine ont alors organisé de puissantes manifestations pour obliger le chef de l'Etat à punir les coupables.

Placé devant cette cruelle réalité, Houphouët Boigny n'a pas voulu calmer le jeu en prenant des mesures puniti-

ves à l'encontre des accusés, sous prétexte de ne pas provoquer des divisions au sein de l'armée. Cette attitude qualifiée de provocation par l'opposition montre à quel point les régimes minoritaires africains ne veulent pas entendre parler des droits de l'homme surtout quand il s'agit de réprimer les forces qui réclament le changement.

Pour revenir à l'escalade évidente qui devrait suivre le refus du vieux président, des violentes émeutes ont éclaté faisant beaucoup de dégâts : véhicules brûlés, magasins saccagés, Mais certaines sources indépendantes bien informées affirment que des militaires en tenue étaient les plus actifs dans ces casses pour

alourdir le bilan des destructions et tout mettre sur le dos de l'opposition. Des arrestations massives ont ainsi suivi, orientées surtout vers les leaders de l'opposition dont Laurent G., le leader du Front Populaire Ivoirien, René Degny Segni, Président de la Ligue Ivoirienne des droits de l'homme et de la Démocratie, dirigeant des étudiants traduits en justice pour délits.

Le pouvoir a ainsi utilisé de force pour semer la panique dans l'opposition et la contraindre à garder silence. Est-ce la violence qui va résoudre les multiples problèmes qui accablent la Côte d'Ivoire et bien d'autres pays africains ? Au contraire certains voient

en cet usage de la force un signe d'effondrement d'un régime qui ne sait plus répondre aux préoccupations de sa population. D'autres qui considèrent les leaders de l'opposition condamnés comme des martyrs, trouvent en leurs sentences une occasion pour toutes les forces de l'opposition de se mobiliser pour faire face à l'autoritarisme du pouvoir. En tout cas l'avis du ancien député indépendant de Houphouët Boigny, membre de l'Assemblée Nationale. Cette situation risque donc de dégénérer en une escalade incontrôlable.

UWAMUNGU Sylvain.

RWANDA : Pour mieux mobiliser nos énergies, l'heure est au réalisme.

Désormais, le FPR et ses branches ne cessent d'afficher leurs ambitions. Des cris d'alarme sont lancés de tous les côtés dans le pays. Des documents hautement discrets viennent confirmer les rumeurs et quand ils sont découverts, hélas ! Les voix ne concordent pas sur leur authenticité pendant qu'une partie de la population ne craint pas d'affirmer qu'ils sont l'émanation des Inkotanyi. Comme tous les autres, je suis désolé, du seul fait qu'on imprime à de tels documents des propos peu

amères et divergeants pendant que nous devrions mobiliser nos énergies potentielles à combattre l'ennemi commun. La dispersion de nos efforts est regrettable. Il y a donc un ennemi, il faut concrètement l'identifier. Le contraire ne nous fera guère avancer. A ce rythme, la nécessité de composer serait mieux comprise.

Il est clair que les plus hautes instances savent au juste la réalité dans cette affaire mais il faut remarquer ici que ceux qui regardent

tout ce que font les Inkotanyi ne doutent pas de l'existence d'une telle stratégie de déstabilisation. Refuser d'admettre que cela est possible et mettre tout sur le dos d'une formation politique, serait en quelque sorte un revers de médaille, une façon catégorique et formelle de faire subir au peuple l'insupportable. Une telle vision ne pourra jamais renforcer l'esprit d'équipe et la cohésion sociale auxquels nous aspirons beaucoup. La victoire sur l'ennemi du Rwanda ne sera pas du tout un don du ciel. Il faudra toujours tramer pour y

arriver. Il nous faut donc une volonté de changer de comportement afin de mieux secouer l'indifférence en favorisant l'unanimité sur une même stratégie à prendre de la manière la plus efficace qui soit. Nous sommes plongés dans une guerre mais seuls ceux qui mènent une lutte sur le plan idéologique pourront uniquement gagner.

Au fond, tout peut encore changer dans ce beau pays. L'heure est enfin au réalisme. Pourquoi la revanche de l'opposition à une escalade aussi dangereuse ? Mais faut-il attribuer tous les maux au parti au pouvoir comme si le combat contre les institutions républicaines est d'aujourd'hui ? A des formes diverses, nos assaillants n'ont cessé de nous combattre. La chance qui paraît sourire aux opposants est la coïncidence avec deux événements d'une grande envergure, à savoir : la guerre d'octobre et le pluralisme politique. Ces derniers ont permis respectivement aux opposants de l'intérieur et de l'extérieur de se manifester. Leur injonction ne semble plus étonner personne mais c'est infâme ! L'essentiel n'est pas de nier l'histoire mais d'apporter de la lumière sur base des faits actuels. C'est ainsi qu'un sentiment de solidarité populaire doit faire inévitablement son bout de chemin. La question reste fondamentalement capitale dans la mesure où certaines gens croient que nous devons incessamment nous livrer à un journalisme à sensation pendant que la logique exige plutôt qu'on prête la plus grande attention sur tout ce qui se passe ou circule. Certains ronflent et font semblant de boucher les oreilles. D'autres boudent la vérité. Mais parler de stratégie, c'est presque tenter de prouver l'évidence. Cependant, les Rwandais devraient abandonner la mauvaise habitude d'avoir peur des rumeurs, ou d'être constamment surpris. Contrairement à cette pauvre assertion, pourquoi le peuple ne peut-il pas prendre toutes les mesures qui s'imposent dès lors qu'il prend connaissance de telles informations

alarmantes ? Je sens encore une profonde indignation. Que ce soit donc un simple tract ou un secret d'Etat dévoilé, la politique a ses raisons, elle a ses règles que nombreux d'entre nous ignorent. Mais à supposer que le document produit ait été fondé ou non, donc truqué de toutes pièces, cela reviendrait à dire qu'il y a lieu d'applaudir l'innocence de l'ennemi, son irresponsabilité et son manque de stratégie. Encore faut-il avouer que la forme prendra un autre aspect de chatouiller le dos de l'ennemi. Il y a certes lieu d'adopter une nouvelle politique de censurer les informations mais rien ne signifie qu'une stratégie identique ne peut être conçue et mise en exécution par l'ennemi tel que nous le connaissons. Faut-il donc louer son effort de revendiquer le pouvoir par les armes ? Si l'opposition n'a pas d'autre moyens de combattre le pouvoir en place, est-il nécessaire et significatif de pactiser avec l'ennemi et d'avaliser ses vues pour réaliser ses desseins ? Le constat est à la fois amer et regrettable. A mon avis, rien n'est impossible. Mais il faut dire vrai : l'ennemi est capable de tout. Les complices de l'intérieur ne croisent pas certes les bras. Enfin, l'ennemi a ses têtes, ses vrais cerveaux. Il a une marge de manoeuvre qui échappe parfois au peuple rwandais.

Les sévices de la majorité du peuple rwandais plaident pour une idéologie nouvelle et mieux adaptée, une autre éthique politique et militaire de résoudre la crise rwandaise. La gravité de la situation mérite d'être analysée minutieusement. Mais quand le peuple apprend d'ignobles et odieux plans de l'anéantir, les leaders doivent être plus ou moins sur une même longueur d'ondes. C'est donc triste et injuste de ne pas devancer les visées ennemies. Néanmoins, aucune information n'est de trop. Les conditions de vie de la population s'avèrent chaque jour plus difficiles. La sécurité des personnes et des biens devient affaire délicate. La sous-région risque de devenir une sorte de jungle où seuls les plus forts et les mieux

aguerris ont droit à la vie.

Les lendemains se révèlent incertains. Le Rwanda doit trouver ses propres moyens de sortir le peuple de la misère. Il doit pour aboutir saisir le taureau par ses cornes. Rien ne m'autorise en tout cas de soutenir mordicus que la situation actuelle est incurable. Ceux qui soutiennent des élections libres dans les meilleurs délais ont un profil élevé du problème à condition que ces dernières soient organisées par un gouvernement de transition issu de plusieurs formations politiques. Les autorités qui seraient mises en place s'efforceraient de ramener la confiance entre tous les Rwandais. Quant à penser que les Rwandais seraient des parias incorrigibles, cela est à rejeter. Mais, malgré tout, il faut tout faire pour éviter d'arriver aux extrêmes. Parmi d'autres choix à nous faire entendre sur l'échiquier international, nous devons calotter l'irréparable de jeter notre peuple en pâture. Il est très urgent que nous analysons nos vrais problèmes et propositions des solutions appropriées au moment opportun.

Le processus de paix entamé fort longtemps même avant le déclenchement de cette guerre doit sans cesse nous préoccuper mais est-il bon dès à présent de nous attaquer à la recherche des origines et des racines profondes du conflit qui sévit sans devoir critiquer les attitudes enregistrées au point de nous montrer pessimistes sur l'avenir du pays mais en faisant preuve de plus de courage de transcender les différences et modifier l'indifférence des uns et des autres.

Mais que reste-t-il encore pour que les Rwandais créent à jamais un sentiment d'unité et de solidarité, capable de défier les opposants qui ne souhaitent que le règne du vide ou du chaos ? Que reste-t-il pour que tous les Rwandais entendent unanimement les risques pesant sur eux si l'ennemi arrivait à prendre le pouvoir par les armes ? Quel pourrait donc être le sort du

peuple rwandais si le régime actuel cédait à celui des Inkotanyi ? Malheureusement, tous ceux qui soutiennent d'une manière ou d'une autre l'action de l'ennemi sont à plaindre. Le spectre des atrocités depuis la guerre d'octobre 1990 ne doit laisser indifférent personne. La persistance de pareilles tensions conflictuelles hante à nouveau une partie des intellectuels honnêtes et consciencieux. Des efforts disparates et des distorsions dans l'approche des problèmes laissent à désirer. Les défenseurs de la République se lèvent et parlent. Est-ce que le choix n'est-il pas clair ? Tel est apparemment ce qui ressort des manifestes et statuts du MRND et du MDR pour ne citer que ceux-là, et enfin du CDR, le cadet des partis.

Le Cercle des Républicains Progressistes (CRP) est aussi un espoir de notre temps. Que la lutte et les convictions se murissent ! Mais l'extrémisme n'a pas place ici car il est contraire à l'édification de l'unité du pays.

La majorité commence également à palabrer. Il faut absolu-

ment identifier l'ennemi. Qui nous a attaqués ? Quelles forces a-t-il à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ? Mais qu'on se détrompe toujours, la population n'a pas intérêt à être continuellement victime des dérapages ou d'effolement. Orienter le peuple rwandais vers une cristallisation des changements dans un processus démocratique paraît donc à la mode mais il est absolument nécessaire de s'assurer si les changements attendus n'ouvriront pas la brèche à l'ennemi. Il faut savoir s'ils ne pourront pas miner davantage notre pays et diviser le peuple plus qu'il ne l'est actuellement.

Le peuple rwandais a à adopter une attitude et un comportement conformes à ses intérêts. Les Rwandais doivent s'unir pour arracher la Patrie de la crise causée par les méfaits de la guerre et les implications du pluralisme politique. Une solidarité sans faille s'impose pour mieux souder les esprits et les cœurs afin de mieux coordonner toutes nos actions. Il est temps que l'heure soit exclusive-

ment réservée au réalisme politique pour dépasser le stade d'une continue provocation.

Vers où allons-nous ? Le changement est souhaité par tout le monde mais il faut savoir le diriger. Autrement, nous risquons de connaître des moments peut-être plus éprouvants que ceux que nous vivons actuellement. Le pouvoir doit être fort pour maîtriser tous les mécanismes déroutants dans lesquels l'ennemi et l'opposition intérieure veulent nous conduire. Il y en a ceux qui comptent sur le désordre pour conquérir le pouvoir. La vigilance doit rester de taille pour une sortie honorable de la crise. Les factions veulent échanger la paix contre le chaos. La nouvelle règle du jeu consiste à mon avis à oser démentir tous les vices de procédures dans lesquels nous risquons d'être piégés. Quand des affirmations facilement démontrables sont contestées, rien à faire, le dos s'applatira pour supporter seul le poids du fardeau. Et devenir un discret rempart contre le chaos. SEGA FUNZI Théoneste

RWANDA-BURUNDI : une marche parfois forcée

Les affrontements ethniques introduisent sans cesse le ver dans le fruit au niveau des relations entre les deux pays. Chaque fois que quelque chose se fait au Rwanda, de l'autre côté, des remous se fauillent et vice-versa. Les troubles de 1972 au Burundi auraient été éventuellement à la base des troubles de 1973 au Rwanda qui furent arrêtés par le coup d'Etat du 5 juillet 1973. Les relations sont restées une marche forcée, celles du chat et du rat mais les bornes ne sont pas encore véritablement franchies. Un fait très flagrant relève du fait qu'au Rwanda la majorité a accès au pouvoir alors qu'au Burundi c'est la minorité qui commande. Sans une série de trucages, de fraudes et de manipulations, le processus démocratique devrait déboucher à la conquête du pouvoir au Burundi par la majorité.

Les clivages internes qui se constatent au Rwanda sont facilement solubles par rapport aux con-

flits ethniques au Burundi tels qu'ils se sont exacerbés par le maintien du pouvoir entre les mains de la minorité. Le massacre effroyable et de plus en plus intolérable de la majorité risque, à défaut d'être arrêté systématiquement, d'être conjuré en désastre. Voilà là où les tenants de deux régimes ne s'entendent guère. Chaque pays a l'inappréciable vertu de se croire en bonne voie que l'autre. Les hutu du Rwanda veulent se maintenir par leur nombre écrasant; les tutsi du Burundi en font autant pour leur minorité fort déplorable. Il est clair que les dégâts sont de loin très importants dans un pays où la minorité s'est installée.

La nouvelle démocratie pose d'inquiétantes prémices aussi longtemps qu'elle intervient au cours de la guerre menée par Inyenzi-Inkotanyi, ce qui ne fait que provoquer une cassure entre Hutu et Tutsi dans les deux pays; une flambée de rivalités politiques à base ethnique, un cortège de haine et d'ambition dans la

course au pouvoir, un redéploiement de nouveaux groupes sociaux scandant l'ethnisme comme modèle à suivre pour faire régner la terreur et la domination, la résurgence d'idéologies mobilisatrices misant sur la défense d'une ethnie ou d'une race. Le langage politique est devenu fort creux: des discours sont banalisés, les mots comme l'unité nationale sont de vains slogans en rapport à ce qui se passe réellement dans le pays, notamment au Burundi. Le multipartisme est apprécié selon les intérêts à défendre et l'on constate qu'il est d'ailleurs complètement étouffé au Burundi parce que les témoins du pouvoir cherchent tous les moyens pour se protéger contre les nouveaux aspirants, ces naufragés et rescapés de leur politique divisionniste et éliminatoire de fait. Pour se laver les mains, les autorités burundaises arborent la démocratie et définissent le cadre de travail qui ne réapprend encore au menu peuple que le dur métier de l'espoir. Mais

quel espoir si ce n'est celui de mettre davantage le malheur en danger... Les espérances de concorde nationale se sont de plus en plus estompées aussi longtemps que la période actuelle est à ses convulsions. Celle de ruminer des rancœurs et frustrations. Les tutsi du Rwanda peuvent cependant rêver. Sa marge de manœuvre peut encore promettre car les tutsi voteront pour un seul et unique parti. S'ils seront groupés en deux partis, ce sera incessamment pour la promotion de leur ethnie au Rwanda. Mais au Burundi, les hutu pourraient donc gagner les élections mais ils sont déjà en mauvaise passe. Seul le multipartisme intégral devrait leur faciliter la tâche. Chez eux, les idées et les informations ne circulent pas comme au Rwanda. Les Hutu sont pratiquement encore isolés et ne peuvent pas suite à la vigilance des nombreuses polices secrètes se concerter, tenir des réunions ouvertes au public ou de mini-réunions à des fins propagandistes. Les autorités burundaises ont revu le courant démocratique à la baisse et la période tend à être plus sombre encore.

Au Rwanda, le bouillonnement d'idées est incontestablement remarquable. Le degré de perception du courant démocratique est largement élevé au Rwanda par rapport au Burundi. Ce dernier crée des zones de tension et de rivalité comme au Bugesera. Depuis longtemps, le déplacement des frontières restait donc une provocation. Dans cet océan de détresse, le peuple rwandais, très pacifique, a tenté de trouver des solutions par la voie des négociations. Quand l'Ambassade du Rwanda a été violée, le peuple rwandais a trouvé mieux de passer par des voies pacifiques et négociées, ce que le peuple burundais appellerait peut-être, mettre le Rwanda à genoux. Notre sous-région est fragile et nous sommes tous redevables envers le Créateur pour ce même bien commun qu'est cette terre ancestrale du Burundi et du Rwanda.

Les rivalités politiques favorisent les conflits entre les deux pays. Le Rwanda a su donc favoriser l'alternance depuis quelques siècles déjà même si le chemin est encore long

pour que les institutions républicaines s'enracinent. La minorité au Rwanda et au Burundi tient encore à ses velléités légendaires, ce qui provoque de part et d'autre des chocs douloureux. Le Rwanda fait toujours face à un ennemi armé de l'extérieur et appuyé par des pays étrangers. Le Burundi s'attaque plutôt, et c'est le plus fréquent des cas, à une population civile innocente, accusée arbitrairement de fomenter des troubles alors qu'il n'en est rien. Il n'y a aucun signe d'aisance dans les deux pays. Seule une démocratie est la seule clé au problème. Il faut une alliance du vainqueur et du vaincu. La race des seigneurs veut faire incliner dans la sous-région celle des serfs. L'espace est exprimé en besoin vital pour résoudre les aspirations d'un peuple voulant la main basse sur ces pays d'Afrique Centrale que sont le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et l'Est du Zaïre. Les Tutsi ont une audace démesurée, une méthode musclée de combattre les hutu en dépit de leur nombre et une pugnacité qui risque de leur permettre de remporter. Une nouvelle guerre est entamée dans la sous-région sur les frontières Uganda-Zaïroises. Les vaincus à plate couture espèrent encore.

Nul n'aurait imaginé que l'URSS allait s'effondrer avec le communisme ou que les deux Allemandes se réunifieront. De même, les hutu finiront par gagner. Les deux ethnies se partageront le gâteau dans les deux pays mais il est temps de mettre fin à la domination et à l'exploitation tacite d'une ethnie par une autre. Il est urgent de mettre fin au refus de partage du pouvoir en esquissant des enjeux d'une situation complexe et radicale tendant à minimiser la capacité d'une ethnie au détriment de celle d'une autre à gouverner. Chaque groupe ethnique est donc un acteur principal de cette ère de démocratie dans son pays, autant donc partager les valeurs réelles de l'histoire pour aborder dans un contexte pas trop éloigné des perspectives de solutions dans une parfaite analogie.

Mais les temps ont changé, seulement certains semblent l'ignorer. Des interrogations à voix basse sont

inacceptables s'il faut admettre le même acharnement des deux côtés. Le bras de fer devint plus scandaleux encore qu'il transforme la sous-région en un lieu de ruines et de deuil permanent. Un carnage barbare et odieux se perpétue mais l'opinion internationale devrait donc faire abattre partout les régimes sanguinaires et tyranniques. Autrement là où la majorité aspire encore aux propriétés du pouvoir, il est bon donc que le duel entre les parties en conflit cesse d'être absurde et deviennent une pure réalité, donnant la parole au principe sacré d'une personne une voix, pour éviter de menacer et de dynamiter cette vérité démocratique en toutes ses formes. La guerre menée contre le Rwanda devrait donc permettre d'examiner dans les plus brefs délais la situation ainsi créée et toutes ses implications sur le plan sous-régional. C'est à ce seul niveau que la paix pourra régner dans cette perle de l'Afrique.

Pour le moment, le Rwanda et le Burundi sont deux pays qui tentent chacun de sortir de l'impasse. La marche est parfois forcée mais absolument inévitable pour harmoniser nos points de vue sur l'avenir de nos deux peuples respectifs.

SEGAFUNZI Théoneste.



COMITE DE REDACTION

- NGEZE Hassan
- NDEKEZI Bonaparte
- MIRASANO Célestin
- RUBERA Papias
- ISSA Nyabyenda
- SIMBIZI Stany
- HITIMANA Noël

A tous les Hutus du monde entier. Le Journal Kangura est à votre service. N'hésitez pas à envoyer vos réflexions et suggestions à l'adresse :

KANGURA B.P. 1312 Kigali
Fax 0025075408.

C.E.P.G.L. : La liberté d'expression serait-elle menacée en son sein ?

Le Sommet des Chefs d'Etat dernièrement prévu à Gisenyi respectivement les 14 et 15 mars 1992 a été reporté. Les raisons profondes ne sont pas encore connues mais les problèmes existant au sein de chaque pays membre de la Communauté en seraient la cause. En effet, des rumeurs nous sont parvenues sur l'éventualité d'un événement de dernière heure concernant un Coup d'Etat Militaire avorté au Burundi. Au centre du report à plus tard de ce sommet, il serait donc fort heureux de voir les choses se normaliser afin que la tenue de cette conférence se fasse dans un délai favorable en ce moment où les problèmes de sécurité se posent autrement entre les trois pays.

Les ressortissants des pays membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs, CEPGL en sigle, attendent avec impatience la tenue de la prochaine conférence au Sommet. Il est de tradition, cette conférence se tient annuellement dans l'un des pays membres et le tour revenait au Rwanda.

Les recommandations émises lors de la V^{ème} Conférence des Ministres de l'Information de la Tripartite suscitent quelques commentaires. L'esprit serait en branle au niveau de la presse tant qu'elles piquent la curiosité et allèchent une patience courte. De ce fait, elles exigent de notre part une certaine réflexion pour longtemps que le couronnement des travaux a été sanctionné par un constant partagé dans lequel la responsabilité risque d'être mise en doute: cela dépend encore d'un pays à l'autre auquel l'on appartient.

Point n'est besoin de savoir que les relations rwando-burundaises ont été sérieusement secouées par la guerre qui oppose le Rwanda aux Inyenzi-Inkotanyi d'une part et d'autre part, par des effets issus du multipartisme intégral dans les deux pays. Il est clair que la situation a permis aux Rwandais et aux Burundais des deux pays respectifs de

s'exprimer librement en vue d'éclairer, évidemment sur la guerre, question à laquelle les Ministres s'étaient ardemment penchés.

De source bien informée et digne de foi, cette réunion ministérielle a déploré qu'une certaine presse se caractérise par des publications subversives et déstabilisatrices prêchant la haine et faisant l'apologie du crime et des guerres ethniques. A cet effet, elle aurait condamné les publications à caractères injurieux et diffamatoires qui n'ont d'autre but que de porter atteinte à la dignité de la société. Le Conseil des Ministres a alors recommandé que les sanctions prévues par les lois soient mises en application avec rigueur pour des publications ainsi reprochées afin de sauvegarder la sécurité intérieure et extérieure de nos Etats.

Force nous est de constater amèrement que malgré ces observations sur la presse, l'on constate qu'il serait très regrettable si les faits ci-après étaient concrètement vérifiables:

Au sein de la CEPGL, des fonctionnaires violeraient leur statut et préféreraient vociférer des injures graves sans crainte de considérer le Rwanda comme un pays de barbares et de xénophobes.

- Sans chercher à identifier qui que ce soit, certains fonctionnaires se seraient livrés à des opérations indignes d'un agent de la communauté. Sous d'autres cieux, il est incontestable que de tels agents auraient pu être simplement déclarés personnes non grata.

- Enfin, il aurait été question d'un fonctionnaire dont l'épouse aurait reçu l'ordre d'interdiction formelle d'entrer en République Rwandaise pour avoir abusé de son hospitalité ou des relations d'origine et d'avoir servi d'intermédiaire pour les Inkotanyi.

Hormis ces affirmations à vérifier, d'autres personnes s'indignent d'éventuelles diffusions d'informations régulières que certains d'entre eux en intelligences avec l'ennemi envoient probablement en même

temps que des cotisations périodiques via Masisi. De toute façon, nous aimerions porter à la connaissance de l'opinion que les journaux dont il s'agit ici sont fort nombreux, leur identification dépend de quel côté l'on se place. Ceux qui vivent à Bujumbura seraient consternés par la diffusion incessante des journaux contre le Rwanda circulant et distribués dans cette ville, ce qui met la crédibilité de notre pays à plate couture. A moins que tout ne consiste qu'à déformer la vérité, ce serait donc regrettable que la situation telle qu'elle est racontée s'approchait de la réalité.

En regard à cette situation, il est clair que la liberté d'expression qui a d'ailleurs fait l'objet de déclaration en date du 14 mars 1992 par le Ministre Rwandais des Affaires Etrangères, ne devrait pas en souffrir. Elle devrait être défendue énergiquement. Il est aussi souhaitable que les Chefs d'Etat consolident tout ce qui peut renforcer cette liberté.

Ainsi, les Ambassades accréditées dans nos trois pays et les fonctionnaires oeuvrant à la CEPGL et dans ses institutions spécialisées devraient s'occuper uniquement de leurs tâches, sans se mêler, comme il aurait été précédemment le cas, dans celles qui sont incompatibles avec leur mission.

Nous espérons que la XIV^{ème} Conférence, permettra de cimenter sans cesse les liens de confiance et de respect mutuels entre nos trois peuples, favorisant aussi le développement harmonieux de notre sous-région plutôt que de porter atteinte à cette liberté d'expression tant souhaitée depuis l'éclosion du multipartisme en Afrique

SEGAFUNZI Théoneste.



DOSSIER

ALGERIE : *Le duel des Islamistes dégénère en guerre civile*

Une guerre civile, d'après Larousse, c'est l'affrontement armé entre partis ou factions d'un même pays. N'est-ce pas exactement ce qui se passe en Algérie ?

Mais qu'importent les mots ? Guerre ou affrontement, un cycle infernal est amorcé, le sang a coulé. Des algériens ont tué d'autres Algériens. Beaucoup de sang : cinquante morts et plusieurs centaines de blessés, reconnaît Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat (HCE). Ces derniers affrontements ont fait plus de victimes que les incidents de juin 1991, qui avaient justifié la proclamation de l'Etat d'urgence.

Les protagonistes sont désormais face à face. D'une part, une armée de quelque cent quarante hommes – apparemment très homogène – renforcée par cent cinquante mille policiers et gendarmes. D'autre part, des militants d'un parti qui, au premier tour des élections législatives de décembre 1991 a remporté 3.200.000 voix, soit 47,7% des suffrages exprimés. Si un terme n'est pas mis très rapidement à cette situation, l'affrontement risque de devenir beaucoup plus sanglant. A ces protagonistes, il faut ajouter une troisième "force" non négligeable et manœuvrable à souhait. Cela de centaines de milliers, voire de millions de jeunes hittistes (désœuvrés) qui sans militer en faveur de l'un ou l'autre camp, ne rêvent que de briser les symboles d'un ordre dont ils sentent exclus.

Jusqu'au 9 février, les affrontements n'ont guère été différents de ceux que l'Algérie a connus en octobre 1988 et en mai-juin 1991. Quelques milliers de manifestants font face à autant de soldats et de policiers, dans un combat inégal. Depuis les choses ont basculé : six policiers ont été assassinés le 10 en plein centre d'Alger en un lieu où la

concentration humaine est comparable à celle des villes les plus peuplées du Sud-Est asiatique. Les auteurs du forfait ont disparu, comme par enchantement, prouvant ainsi leur grande maîtrise de la guérilla urbaine. Le même jour, deux autres policiers ont égorgé dans les mêmes conditions à Bordj Meraïel, bourgade aux portes de la Kobylie, où tout le monde se connaît. Pourtant les tueurs se sont échappés. Le lendemain, un commissariat a été mitraillé en pleine capitale. Une fois de plus, les auteurs du forfait ont filé à l'anglaise.

Rien ne porte à croire que ce cycle infernal est prêt de s'arrêter. Certes l'effet de surprise qu'a joué en faveur des assaillants est maintenant dissipé. La police et l'armée disposent de moyens humains et matériels efficaces, et bien des réseaux – clandestins ou non – seront démantelés. Mais l'expérience prouve et les Algériens ne le savent que trop – que la répression ne peut neutraliser indéfiniment une guérilla urbaine ou rurale disposant de larges sympathies populaires. Or les mouvements parallèles islamistes semblent bien rodés pour cette forme de combat. Aussi motivés que leurs aînés qui ont mené la guerre de libération, ils disposent certes d'un peu moins d'atouts que ces derniers. Mais ceux de leur adversaire (le pouvoir en place) ne sont guère comparables à ceux de la colonisation.

Partis d'Opposition

Le Président du HCE a déclaré que le processus démocratique doit se poursuivre. Concernant l'ancien parti unique FLN (Front de libération nationale) dont le chef Abdehamid Mehri, gendre du président déchu – adopte aujourd'hui un langage très critique, Mohamed Boudiaf est formel : « Nous n'avons pas l'intention d'interrompre ou de gêner ses activités », déclara-

re-t-il à la Radio Orient. Vis-à-vis du FIS (Front islamique du salut), le langage du président du HCE est nuancé. Tout en fustigeant « les appels à la séduction » lancés par l'organisation islamique, il s'est efforcé jusqu'à présent de ne pas rompre tous les partis avec elles l'appelant à « respecter les règles du jeu démocratique ».

Je n'encours pas la dissolution du FIS. Mohamed Boudiaf sait bien « le FIS, c'est le choix d'une majorité d'Algériens. Bon ou mauvais. Je comprends dans une certaine mesure cette option des gens pour le FIS parce que, de l'autre côté, il n'y a pas de solution de rechange ». Interdire le FIS, dans ces conditions, équivaldrait à nier une réalité, à mener la politique de l'autruche. Le Président du HCE s'y résoudra que contraint et forcé, si le duel avec les islamistes dégénère en guerre civile.

Les états d'âme des militaires et du Premier ministre Sid Ahmed Ghazali sont bien différents de ceux de Mohamed Boudiaf. L'une des raisons pour lesquelles ils ont évincé le président Chadli fut son refus de déclarer le FIS hors-la-loi, seule mesure qui permettrait le dénombrement légal, complet, de la « pèuvre islamique ».

Aussi s'explique le décret promulgué le 9 février par le Général Larbi Belkheir, ministre de l'intérieur, portant sur « l'interdiction et la dissolution du FIS ».

Curieusement, le décret est resté sans suite, la presse algérienne évoquant seulement « des mesures prises en vue de la dissolution du FIS ». Car les officiers se sont perçus que, selon les termes de la loi, ce sont les autorités judiciaires et non le Ministre de l'Intérieur qui peuvent interdire un parti. Auquel cas, le parti visé peut d'ailleurs faire appel auprès des tribunaux dans un délai d'un mois.

L'Islam est la seule religion

90% sont des musulmans croyants.

- a) le ramadhan, qui a commencé en ce début de mars, guette le pouvoir au point de vue ravitaillement en denrées alimentaires;
- b) vouloir s'approprier l'Islam au nom d'un fondamentalisme qui a vécu, a conduit, certains membres de cette confrérie à créer « une branche spéciale » qui allait avoir recours à la déstabilisation de la société par diverses formes de terrorisme (chantage, intimidation, attentats) qu'aucun Etat civilisé ne pouvait tolérer.

Les fondamentalistes arrêtés et traduits en justice en octobre 1954 après la dissolution de leur mouvance en janvier, c'est parce qu'ils ont voulu imposer leurs doctrines à l'Etat en dénaturant l'Islam et ses préceptes. L'Islam est la religion de tous. C'est notre phare et personne ne peut le confisquer ou en être le seul diffuseur.

Comment pouvait-on ignorer certaines forces extérieures les Britanniques d'abord, les Américains ensuite, sans oublier le Palais royal et certains pays voisins ont soutenu et financé la confrérie ?

Pourquoi les pouvoirs civil & militaire se sont opposés à Chadli.

Des 1989, la hiérarchie militaire était hostile à la légalisation du FIS. Voici, en exclusivité, le scénario qui a précédé la démission du Chef de l'Etat.

Les résultats du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991 ont confirmé les appréhensions les plus vives de dirigeants de l'Armée Nationale populaire (ANP) et les sondages de ses services. Toutes les prédictions transmises par les chefs militaires au président Chadli se révélaient fondées.

A suivre

KA02 2121



N°33

UWI RIGAMUJE GUKANGURA NO
KURENGERA RUBANDA
NYAMWINSHI

ISHYAKA PL HAKURIKIJWE ITEGEKO NSHINGA RI-
SHOBORA GUHAGARIKWA MBERE Y'IMINSI
MIRONGO ITATU KUBERA GUFATANYA N'UMWA-
NZI.

ABAHUTU BABI NI ABACAMO U RWANDA MO UDUCE BAGAMBIRIYE KUZUZA
IBIFU BYABO KANDI BAKIYIBAGIZA KO UMWANZI W'ABAHUTU ARI UMWE KU
RIBOSE.

KAYIBANDA HABYAHIMA
NA NA RUDAHIGWA BAP-
FANA IKI?



LIBIYA IGITAMBO CY'IBIHU
GU BIKIRI MU NZIRA
Y'AMAJYAMBERE

BARAHINYURA ARATUBWIRA UKO INTAMBARA YA-
TANGIYE NAHO IGEZE UBU N'ICYO ATEKEREZA KU-
BAYISHOJE

HEMENSUEL INDEPENDANT
EDITEUR, GISENYI-INFO
REDACTEUR ET DISTRIBUTION, GISENYI-INFO
B.P. 19 GISENYI, B.P. 1333 KIGALI

Tel. 40625 - GISENYI
73580 - KIGALI
FAX 73418

Le contenu des articles engage
l'Auteur et l'Editeur

Abonnement annuel, Rwanda 5.300 FRW
Afrique 12.000 FRW
Europe - Amérique - Asie 25.000 FRW
Souscription 1028 - 1447214 KIGALI

Tout est en vente
de l'Imprimerie Nationale du Rwanda

KANGURA

N° 8

UWI RIGAMUJE GUKANGURA NO
KURENGERA RUBANDA
NYAMWINSHI

100 FRW

NOUVELLE STRATEGIE DES INKOTANYI DOCUMENT EXPLOSIF

XIV^{ème} SOMMET DE LA C.E.P.G.L.
A DES QUESTIONS DIFFICILES DES REPONSES
DECONCERTEES !..... ET DES ARMES.
S'ATTENDRA-T-ON A UN ARBITRAGE IMPARTIAL ?



- LE PARTI LIBERAL RWANDAIS VES
PASTIBERAI
- LE HCR COMPLICE DU RIGIME DE RU-
MUBURU
- TRIPARTITE MENACEE DE DOMINATION
TUTSIE

- GIKONGORO TENSION INTERETHNI-
QUE SCOLAIRE A KIBEHO
- C.E.P.G.L. LA LIBERTE D'EXPRESSION
MENACEE EN SON SEIN

Ces deux numéros précédents (33 et 8) comportent d'importantes informations et réflexions, qui doivent vous être utiles... dans votre collection
de KANGURA et KANGURA MAGAZINE. Si vous les avez ratés, hâtez-vous de vous en procurer Chez vos marchands habituels des journaux.